



**EN PRÉVISION DE LEUR RENCONTRE
CONTRE LA GUINÉE ÉQUATORIALE
LES VERTS À PIED
D'ŒUVRE À MALABO**

P.12



**SALON INTERNATIONAL DU LIVRE
D'ALGER (SILA 2024)
GRANDE AFFLUENCE
DU PUBLIC AU STAND
SAHRAOUI**

P.15

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 13 NOVEMBRE 2024 // N°946 // PRIX 20 DA

70^e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT
DE LA RÉVOLUTION DE LIBÉRATION

**LE PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE REÇOIT
LES VŒUX DU ROI
CHARLES III**

P.3



AMI DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

**VILLAR RAPHAËL
LUC N'EST PLUS**

P.2



YAZID BENMOUHOUB, DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA BOURSE D'ALGER:

**« LE PROJET DE
DIGITALISATION DE
LA BOURSE EN EST À
SA PHASE FINALE »**

P.7



ACTIVITÉS MINIÈRES

**LE CONGO OUVRE
GRAND SES PORTES
AUX INVESTISSEURS
ALGÉRIENS**

P.7



ADMISSION DE L'ÉTAT DE PALESTINE À L'ONU

L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

**« AVEC LE MÊME DEGRÉ D'ENGAGEMENT, L'ALGÉRIE RÉPONDRA FAVORABLEMENT À LA DEMANDE QUI LUI A ÉTÉ
ADRESSÉE PAR NOTRE SOMMET POUR LA RELANCE DE LA QUESTION DE L'ADMISSION DE L'ÉTAT DE PALESTINE
COMME MEMBRE DE PLEIN DROIT À L'ONU », A DIT LE PRÉSIDENT TEBBOUNE.**

Lire en page 3



A LA DEMANDE DE L'ALGRIE

RÉUNION D'URGENCE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

**A la demande de l'Algérie, du Guyana, de la Slovénie et de la Suisse, le
Conseil de sécurité s'est réuni hier soir, pour discuter de la famine
dans le nord de Gaza. Cette demande a été formulée à la lumière du
dernier rapport publié par le Cadre intégré de classification de la
sécurité alimentaire (IPC).**

P.4



ERADICATION DES HABITATIONS CONTENANT DE L'AMIANTE

Une priorité, selon le ministre de l'Habitat

Le ministre a annoncé que trois promoteurs publics ont été chargés de finaliser environ 18 000 logements inachevés, précédemment détenus par des promoteurs privés en difficulté. Parmi ces logements, 3 429 ont été confiés à des bureaux de promotion et de gestion immobilière.

Boualem B.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a affirmé récemment que la démarche entreprise pour se débarrasser des bâtiments contenant de l'amiante est une priorité de son département en raison des graves risques liés à cette substance. En effet, il a souligné lors d'une séance publique consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale, présidée par le vice-président Abderrazak Touati, que ses services, en coopération avec des services du secteur privé ainsi que l'Autorité nationale de contrôle technique des bâtiments, ont recensé, dans ce cadre, quelque 3.797 logements au niveau national. À propos de la suppression des logements vulnérables et du relogement des personnes vivant dans des habitations précaires, le ministre a précisé que 389 000 logements publics locatifs avaient été attribués au niveau national pour soutenir cette initiative. Le ministre a, par ailleurs, annoncé que trois promoteurs publics ont été chargés de finaliser environ 18 000 logements inachevés, précédemment détenus par des promoteurs privés en difficulté. Parmi ces logements, 3 429 ont été confiés à des bureaux de promotion et de gestion immobilière. L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement de l'habitat a également été impliquée dans ce processus afin de réaliser 12 769. Le ministre a indiqué que 3 227 unités de ces logements en souffrance seront attribués aux agences immobilières wilayales. Le ministre a précisé que les projets de logements sociaux subventionnés, dont la réalisation a été retardée par l'inaction des promoteurs privés, sont passés de 95 000 logements en 2020 à environ 38 000 logements actuellement, suite à l'action de l'État, qui a choisi de prendre en main l'achèvement



de ces projets en suspens pour les relancer. Les autres projets bloqués se retrouvent actuellement soit au niveau de la justice, soit en attente de l'issue des procédures légales avant d'être

ré-attribués conformément à la législation régissant le processus d'annulation des contrats et de réattribution des projets. Par ailleurs, le ministre a souligné que le nombre total d'entre-

prises ayant obtenu des accréditations et inscrites au registre national des promoteurs immobiliers a atteint les 10.796, mais en raison de l'inertie et de la faiblesse d'un certain nombre

d'entre elles, les accréditations ont été retirées pour de nombreux promoteurs par le Fonds de Garantie Mutuelle pour la Promotion Immobilière.

B.B.

IL PRÉVOIT UNE SÉRIE DE DISPOSITIONS FISCALES ET SOCIALES

Le PLF 2025 soumis au vote aujourd'hui

L'APN reprendra ses travaux aujourd'hui en séance plénière consacrée au vote du projet de loi de finances 2025 (PLF), est-il indiqué dans un communiqué de l'Assemblée populaire nationale publié hier. Selon le projet de loi, présenté la semaine dernière par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, puis débattu par les membres de l'APN, la croissance économique de l'Algérie devrait atteindre 4,5 % en 2025, tandis que la croissance hors hydrocarbures serait de 5%. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) devrait se situer, en valeur

nominale, à 37.863 milliards DA (278,71 milliards de dollars) en 2025, passant à 40.850,54 mds DA (300,71 mds USD) en 2026 et à 41 859,30 mds DA (308,13 mds USD) en 2027. De plus, les dépenses budgétaires devraient se situer à 16.794,61 milliards DA en 2025, en hausse de 9,9% par rapport à l'année 2024, tandis que les recettes budgétaires devraient s'améliorer en 2025 de 3,5% par rapport aux prévisions de clôture de l'année 2024, pour atteindre 8.523,06 mds DA, tirées essentiellement par l'évolution de 9% des recettes fiscales. Le PLF 2025

comprend aussi de nouvelles mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat du citoyen et l'amélioration de son cadre de vie d'une part, et la promotion de l'investissement et l'appui à l'économie nationale d'autre part, et dont la proposition d'autoriser le Trésor public à émettre des titres « Sukuk souverains ». Il est aussi question d'autoriser les banques d'accorder, en sus des crédits immobiliers, des crédits à la consommation aux ménages pour l'achat de biens et des services, notamment dans le domaine de la santé et les voyages.

POUR DIFFUSION DE FAUSSES INFORMATIONS PAR UN MÉDIA ÉTRANGER

Imane Khelif saisit la justice

Une action en justice a été officiellement engagée contre le journaliste, Aït Aoudia, auteur de fausses informations calomnieuses contre la boxeuse Imane Khelif, colportées par un média étranger. C'est Me Saïda Boubekour, l'avocate de la championne olympique, Imane Khelif qui l'annonce au cours d'une rencontre avec les journalistes. Me Saïda Boubekour veut faire la lumière sur l'affaire du journaliste dénigreur qui a touché à la personne de Khelif à travers des informations sans fondements. Elle a souligné : « ma cliente (Khelif) a décidé de porter l'affaire devant les tribunaux. On vient officiellement d'intenter une action en justice contre la personne de M. Aït Aoudia et ce, sur demande de l'athlète ». L'affaire a commencé depuis la publication, il y a une semaine, par le journaliste dont il est question d'un article tendancieux sur un média électronique français. Le journalis-

te tentait dans son « papier outrageux », de relancer vainement le débat sur l'identité de genre de la Femme en or algérienne, laissant entendre disposer de documents confidentiels portant, selon lui, l'estampille de l'hôpital Kremlin-Bicêtre de Paris et de celui de Mohamed-Lamine-

Debaghine d'Alger. Ces documents, toujours selon cette source dénuée de crédibilité, comporteraient des preuves selon lesquelles la championne olympique posséderait des chromosomes masculins. Les médias étrangers et les réseaux sociaux s'enflammèrent et reprirent l'article sans

prendre le soin de les vérifier. « La publication de ces informations a quelque peu affecté l'athlète, sans jamais l'atteindre dans sa détermination de poursuivre inébranlablement son double combat sur le ring en vue d'honorer davantage, par le biais des titres brigüés, la boxe féminine nationale, et dans les médias afin de faire connaître la vérité », précise encore l'oratrice lors de la conférence donnée au centre de presse d'« El Moudjahid ». Me Boubekour insiste, une nouvelle fois, sur le rôle des médias qui doivent se lancer dans cette action afin de faire front contre tous ceux qui osent toucher à la dignité de Khelif, ambassadrice par excellence de la cause féminine algérienne. La conférencière tient à souligner, toutefois, n'avoir aucun lien avec les actions de justice actionnées par la boxeuse à l'étranger pour cyber-harcèlement pendant les Jeux Olympiques de Paris.

AMI DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Villar Raphaël Luc n'est plus

Le moudjahid et ami de la Révolution algérienne, Villar Raphaël Luc est décédé, selon le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

Villar Raphaël Luc, un des Hommes épris de liberté, a participé à la lutte armée pour l'indépendance de l'Algérie. Le défunt qui était membre de l'Armée de libération nationale (ALN) entre 1960 et 1962, avait soutenu la Glorieu-

se Révolution de libération jusqu'à l'indépendance et le recouvrement de la souveraineté nationale. En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, présente à la famille du défunt et à tous les amis de la Révolution algérienne, ses sincères condoléances et ses profonds sentiments de solidarité et de compassion.

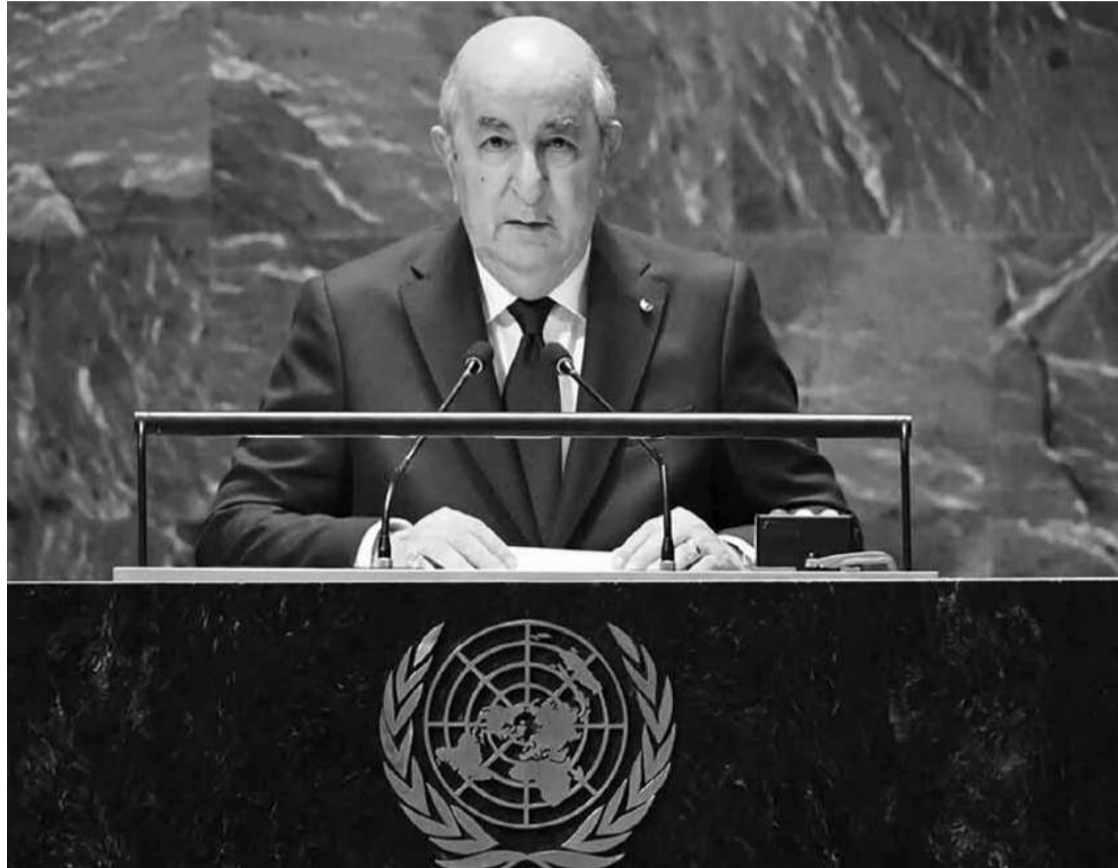
ADMISSION DE L'ETAT DE PALESTINE À L'ONU

L'engagement du président Tebboune

C'est acté ! Lundi, devant les membres du second sommet arabo-islamique à Ryadh en Arabie saoudite, le président de la République Abdelmajid Tebboune a annoncé que l'Algérie va officiellement réintroduire auprès des instances de l'ONU la question de l'admission de l'Etat de Palestine comme membre à part entière.

Merouane Korso

Devant un parterre de ministres des affaires étrangères et de responsables de pays arabo-islamiques, le ministre des Affaires étrangères et de la communauté algérienne à l'Etranger Ahmed Attaf, a donné lecture de l'allocution du président de la République devant ce sommet qui se tient, a-t-il dit, "alors que le danger existentiel menaçant notre cause centrale se confirme et s'amplifie devant nos yeux et ceux de la communauté internationale". Le message du président Tebboune à ce sommet, émouvant s'il en est, mais lucide et sans concessions contre l'entité sioniste, est que la cause Palestinienne reste le noyau central de tous les combats, qu'ils soient politiques, diplomatiques ou de défense, de la nation arabo-islamique. Dès lors, et confirmant la position immuable de l'Algérie vis-à-vis de la question palestinienne, l'Algérie sera engagée, a indiqué le Président Tebboune à répondre favorablement à la demande formulée par ce Sommet pour la relance de la question de l'admission de l'Etat de Palestine comme membre de plein droit et à part entière à l'ONU. "L'Algérie, depuis son adhésion au Conseil de sécurité, a œuvré à maintenir la lumière constamment braquée sur la cause palestinienne, en particulier, et sur les développements de la situation au Moyen-Orient, en général. "Avec le même degré d'engagement, l'Algérie répondra favorablement à la demande qui lui a été adressée par notre sommet pour la relance de la question de l'admission de l'Etat de Palestine comme membre de plein droit à l'ONU", a dit le président Tebboune. Le souci du sommet arabo-islamique de Ryadh et de l'Algérie en particulier, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, est que l'Etat de Palestine soit admis en tant que membre à part entière avec les mêmes droits que tous les autres états-membres des Nations-Unies. Car, formellement, "le 10 mai 2024, l'Assemblée générale a fait sienne, aujourd'hui, à une très large majorité, une résolution en faveur de l'admission de l'Etat de Palestine en tant que Membre de plein droit de l'ONU", indique un communiqué de l'ONU. Adoptée par 143 voix pour, 9 voix contre (Argentine, États-Unis, Hongrie, Israël, Micronésie, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée et République tchèque) et 25 abstentions, la résolution recommande ainsi au Conseil de sécurité de « réexaminer favorablement » cette question, suite au veto du 18 avril 2024 des États-Unis. Par ce texte, l'Assemblée générale rehausse également le statut d'État observateur de l'Etat de Palestine en décidant « à titre exceptionnel et sans que



cela constitue un précédent », d'adopter plusieurs modalités pour la participation de l'Etat de Palestine à ses sessions et travaux à compter de sa soixante-dix-neuvième session. Parmi ces droits et privilèges supplémentaires, on peut citer le droit de siéger parmi les États Membres par ordre alphabétique; le droit de déposer des propositions et des amendements, de les présenter et de s'en porter coauteur; le droit de présenter des motions d'ordre; et le droit de réponse au sujet des positions d'un groupe. Mais, ces dispositions sont pour le moment restées lettres mortes et l'Etat de Palestine n'est toujours pas officiellement admis au sein des Nations-Unies à part entière. D'où l'appel du sommet arabo-islamique à l'Algérie pour actualiser cette demande et faire pression sur le Conseil de sécurité pour l'admission de la Palestine au sein de l'ONU et ses différents organes statutaires. Par ailleurs, le président Tebboune a relevé qu'il "est indispensable, d'abord, d'intensifier les pressions sur l'occupant sioniste, sur les plans diplomatique, politique et économique», ainsi que d'appliquer «des sanctions, telles que le gel de son adhésion à l'ONU et l'imposition d'un embargo sur les armes destinées à l'entité sioniste, qui restent les seules mesures capables de dissuader cet occupant et de l'amener à arrêter sa guerre contre Ghaza et le Liban, ainsi que son escalade dans la région». D'autre part, le président Tebboune estime qu'il est nécessaire de valoriser les acquis politiques, diplomatiques et juridiques obtenus par la cause palestinienne pour déjouer les plans israéliens visant à la liquider et à l'occultier, l'alliance internationale en faveur de la solution à deux

Etats étant une étape importante pour préserver les constantes et les fondements de l'Etat palestinien indépendant et souverain". L'appel du président tebboune en faveur du peuple palestinien est qu'il est "impératif que nous fassions bloc derrière nos frères palestiniens et nos frères libanais", estimant que "l'avenir de Ghaza après la guerre doit être déterminé, en premier et dernier lieu, par les Palestiniens, tout comme l'avenir du Liban après la guerre doit rester exclusivement entre les mains des Libanais eux-mêmes". Un constat amer, par ailleurs : une année après la tenue de sa

première édition, ce second Sommet arabo-islamique se tient "alors que le risque existentiel menaçant notre cause centrale (la Palestine, NDLR) ne cesse de se confirmer et de s'accroître sous nos yeux et au vu et au su de la communauté internationale", explique le président Tebboune qui a regretté qu'aucune perspective ne se pointe à l'horizon pour mettre fin à la guerre génocidaire qui fait rage à Ghaza, aucune perspective pour éviter son extension au Liban et aucune perspective pour faire cesser l'escalade de l'occupation de peuplement israélienne et la réfréner dans

ses velléités de provoquer une guerre régionale totale". Mieux, "le risque de liquidation de la cause palestinienne plane encore, et ce, "en vidant méthodiquement et systématiquement le projet national palestinien de sa substance (...), mais aussi en déniait l'idée de l'Etat palestinien et en écartant son établissement comme condition centrale d'une solution juste, pérenne et définitive au conflit arabo-israélien", a fait valoir le président Tebboune devant les participants au second sommet arabo-islamique d Ryadh. Et, la question cardinale se pose avec toute son acuité, l'existence ou non de la Palestine, comme état et comme nation : " le risque de liquidation de la cause palestinienne passe aussi par l'éviction définitive du principe de la terre contre la paix, pendant que l'occupation de peuplement israélienne s'accroche au mythe d'une paix sur mesure, à sa guise et selon ses convoitises, sans considération aucune pour les règles et dispositions de la légalité internationale, notamment l'inéluclabilité de la fin à l'occupation des territoires palestiniens et arabes", expliqué le président de la République. Enfin, le président de la République a poursuivi en affirmant qu'il n'y a pas d'autre choix que de s'unir autour de nos frères palestiniens et de nos frères libanais. Parce que l'avenir d'après-guerre de Ghaza doit être déterminé avant tout par les Palestiniens. Il en va de même pour l'avenir du Liban après la guerre, qui doit rester entre les mains des Libanais seuls, et non des autres.

M.K.

70E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION DE LIBÉRATION

Le président de la République reçoit les vœux du roi Charles III

Le président Tebboune continue de recevoir les messages vœux à l'occasion du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre. Le roi du Royaume-Uni, Charles III, a adressé un message de vœux au président de la République dans lequel il a souhaité que les deux pays continuent de travailler en étroite collaboration sur les questions mondiales majeures. « Nous adressons à votre Excellence et au peuple algérien nos sincères vœux à l'occasion du mémorable anniversaire de votre Révolution. Tout en saluant la relation unissant nos deux pays, je souhaite qu'ils continuent de travailler de concert et en étroite collaboration sur les questions mondiales majeures, que ce soit en matière de paix et de bien-être ou s'agissant de l'environnement et du changement climatique, dans l'intérêt des générations futures », lit-on dans le message de vœux. Le chef de l'Etat a par ailleurs reçu les vœux du roi de Bahreïn, Hamad bin Issa Al Khalifa. « Sa Majesté le roi de Bahreïn, Hamad bin Issa Al Khalifa, a adressé ses vœux au président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, à l'occasion du 70 anniversaire de la glorieuse Révolution, lui souhaitant, ainsi qu'au peuple algérien, bien-être et prospérité", lit-on dans le message de vœux. Le président

Tebboune, a également reçu les vœux du président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky. A cette occasion, le président ukrainien a présenté au président de la République ses "vœux de bonne santé" et souhaité au peuple algérien "davantage de progrès et de prospérité". Le chef de l'Etat a reçu aussi un message de vœux du président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, à l'occasion du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954. Dans son message de vœux, "le président Alexandre Loukachenko a salué hautement l'histoire et la Révolution de l'Algérie, la mémoire des héros, ainsi que la bravoure, la résilience et les sacrifices du peuple algérien pour bâtir son Etat indépendant, se félicitant de voir les relations bilatérales atteindre un haut niveau". Il a également reçu, les vœux de sa Majesté le sultan d'Oman, Haitham Bin Tariq pays frère. A cette occasion, le Sultan d'Oman Haitham Bin Tariq a souhaité dans son message au président de la République, "en son nom et au nom du peuple omanais frère, ses meilleurs vœux de fraternité et d'étroite coopération dans l'intérêt des deux peuples et pays, et à Monsieur le Président ses meilleurs vœux de bonne santé".

R.N.

A LA DEMANDE DE L'ALGÉRIE

Réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité des Nations unies a accepté une demande conjointe de l'Algérie, du Guyana, de la Slovénie et de la Suisse pour organiser une réunion d'urgence, prévue pour hier soir, afin de discuter de la grave situation de famine qui sévit dans le nord de la bande de Ghaza. Cette demande fait suite à la publication d'un rapport alarmant par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), mettant en lumière la détérioration rapide de la situation alimentaire dans la région.

Aïda Mouni

Le rapport fait état d'une « menace imminente de famine dans le nord de la bande de Ghaza », principalement en raison de l'aggravation de l'agression sioniste contre la Palestine et de l'arrêt presque total de l'aide alimentaire. Selon les conclusions du rapport, il existe une probabilité substantielle que les seuils de famine aient déjà été dépassés ou le seront dans un avenir proche. Cette situation critique appelle à une action rapide et concertée de la communauté internationale pour prévenir une catastrophe humanitaire majeure. Les pays membres du Conseil de sécurité ainsi que les organisations humanitaires sont invités à prendre des mesures immédiates pour soutenir la population affectée par cette crise alimentaire dans le nord de la bande de Ghaza.

La fragile situation humanitaire dans « le nord de la bande de Ghaza se trouve désormais au bord du gouffre, avec un effondrement des systèmes alimentaires, une diminution de l'aide humanitaire et une crise aiguë en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène », a averti

l'IPC. Les autorisations d'entrée d'aide dans la bande de Ghaza sont actuellement au plus bas depuis octobre 2023.

Parallèlement, les efforts de l'entité sioniste pour mettre fin aux opérations de l'UNRWA et leurs retombées dévastatrices sur l'aide humanitaire préoccupent grandement l'IPC, qui appelle à des mesures immédiates pour prévenir et atténuer cette crise humanitaire catastrophique. L'Algérie a lancé un appel à une réunion du Conseil de sécurité pour mettre en lumière la situation critique à Ghaza, affirmant son engagement à défendre la cause palestinienne sur la scène internationale. Le président Abdelmadjid Tebboune a souligné cet engagement lors du 2ème Sommet arabo-islamique, en s'engageant à soutenir la demande d'admission de l'état de Palestine comme membre à part entière de l'ONU. La déclaration a été faite à Riyad par le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Attaf, au nom du président de la République. L'Algérie, en tant que membre du Conseil de sécurité, maintient une attention particulière sur la question palestinienne et les développements au Moyen-Orient. Le pré-



sident a affirmé que l'Algérie répondra positivement à la demande du Sommet arabo-islamique visant à relancer la question de « l'admission de la Palestine à l'ONU ». Les dirigeants des pays arabes et musulmans, réunis lors du Sommet conjoint à Riyad, ont exprimé leur « reconnaissance » envers l'Algérie pour son soutien constant à la cause palestinienne. Lors de cette réunion historique entre la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique, une décision a

été prise pour saluer les efforts de l'Algérie et son rôle prépondérant dans l'unification du rang palestinien. En marge des travaux du Sommet, une cérémonie de signature a eu lieu pour la création d'un mécanisme tripartite de soutien à la cause palestinienne, réunissant la Ligue arabe, l'OCI et l'Union africaine. Ce mécanisme vise à mobiliser et coordonner les efforts des 3 organisations en faveur de la Palestine, incluant des consultations politiques régulières, des actions humani-

taires, des positions communes dans les instances internationales, ainsi que des initiatives médiatiques et culturelles mettant en lumière la lutte du peuple palestinien. Cette initiative marque une avancée significative dans « la solidarité régionale envers la Palestine » et souligne l'importance d'une coordination efficace entre les institutions arabes et musulmanes pour défendre « les droits et la dignité du peuple palestinien frère »

A.M.

L'UE condamne les appels sionistes à «l'annexion» de la Cisjordanie

Le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a condamné mardi les propos d'un responsable de l'entité sioniste qui a appelé à «l'annexion» de la Cisjordanie occupée. Le haut représentant de l'UE (Union européenne) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a «condamné sans équivoque» les déclarations d'un responsable de l'entité sioniste dans

lesquelles ce dernier a annoncé que 2025 serait soi-disant «l'année de l'annexion» de la Cisjordanie, et ce dans un message publié sur son compte sur les réseaux sociaux. Borrell a souligné que ces déclarations constituent «une étape claire vers une annexion illégale», affirmant qu'une «telle rhétorique porte atteinte au droit international, viole les droits des Palestiniens et menace toute perspective de solution à deux Etats».

12 000 étudiants au moins sont tombés en martyr en Palestine

Pas moins de 12 061 étudiants sont tombés en martyr et 19 467 autres ont été blessés dans les Territoires palestiniens occupés depuis le début de l'agression génocidaire sioniste, le 7 octobre 2023, à Ghaza, a indiqué le ministère palestinien de l'Education et de l'Enseignement supérieur a indiqué que.

«Le nombre d'étudiants tombés en martyr dans la bande de Ghaza depuis le début de l'agression a atteint 11 946, et que 18 858 autres ont été blessés, tandis qu'en Cisjordanie occupée, 115 étudiants sont tombés en martyr et 609 autres ont été blessés, en plus 466 personnes arrêtées», a précisé le ministère a précisé, dans un communiqué publié hier, «564 enseignants et administrateurs sont tombés en martyr et 3 729 autres ont été blessés dans la bande de

Ghaza et en Cisjordanie, et que plus de 153 ont été arrêtés en Cisjordanie», est-il indiqué. Le ministère a également fait savoir que «441 écoles et universités publiques et leurs bâtiments affiliés, ainsi que 65 établissements appartenant à l'Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), ont été bombardés et vandalisés à Ghaza, et qu'en Cisjordanie 126 écoles ont été bombardées et saccagées en plus des 77 autres entièrement détruites et 7 universités prises d'assaut et saccagées». «788 000 étudiants de la bande de Ghaza sont toujours privés d'inscription dans leurs écoles et universités depuis le début de l'agression, tandis que la plupart des étudiants souffrent de traumatismes psychologiques et sont confrontés à des conditions de santé difficiles», a-t-il ajouté.

POURQUOI UNE RÉFORME DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU EST NÉCESSAIRE

Amar Bendjama dit les choses telles qu'elles sont

Aïda Mouni

Lundi, l'ambassadeur Amar Bendjama, représentant permanent de l'Algérie aux Nations unies, a présidé une réunion de l'assemblée générale pour discuter de la représentation équitable au Conseil de sécurité. Cette réunion fait suite à l'élection de l'Algérie en tant que vice-présidente de la 79e session de l'AG en juin dernier. Dans son discours, l'ambassadeur Bendjama a réaffirmé le soutien de l'Algérie à la position africaine commune pour une réforme du Conseil de sécurité. Il a souligné l'importance de traiter l'Afrique comme un cas particulier et de lever l'injustice historique imposée au continent, conformément au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte. En septembre dernier, les chefs d'État africains ont approuvé le Pacte pour l'avenir, qui met en avant la nécessité de traiter l'Afrique en priorité dans la réforme du Conseil de sécurité. Lors de son discours, l'ambassadeur de l'Algérie a critiqué vivement le fonctionnement du Conseil de sécurité de l'ONU, soulignant que son architecture datant de 1945 ne correspond plus à la réalité actuelle du système mondial. Il a mis en avant le manque de légitimité et d'efficacité du Conseil, remettant en question le privilège du veto dévolu par les 5 membres permanents. L'ambassadeur Bendjama a déploré l'incapacité du Conseil à remplir son mandat lors de

crises telles que le génocide des Palestiniens, dénonçant l'absence d'action face à ces agressions croissantes et généralisées. En tant que membre du Conseil, l'Algérie a constaté de près les lacunes en matière de transparence et de redevabilité du système, affirmant que certaines nations influentes dictent l'agenda et prennent les décisions principales. Il a également souligné le manque de transparence lors des négociations, critiquant le manque de clarté et d'inclusivité dans le processus décisionnel. L'ambassadeur a souligné la difficulté d'une réforme immédiate du Conseil de sécurité de l'ONU, tout en appelant à un point de départ pour des changements nécessaires. « La réforme n'aura peut être pas lieu de sitôt, pour des raisons que nous connaissons tous. Cependant, il faut qu'il y ait un point de départ » avait-il rappelé. Il a insisté sur l'urgence d'accroître la transparence et la responsabilité au sein du Conseil, mettant en avant la nécessité de rendre des comptes aux membres. L'importance de responsabiliser les porte-paroles a également été soulignée, dans le but d'améliorer le fonctionnement du Conseil.

Selon lui, « une réforme du Conseil de sécurité renforcerait sa légitimité » et lui permettrait de relever les défis sécuritaires modernes, tout en garantissant le maintien du rôle crucial de l'ONU dans le monde d'aujourd'hui.

A.M.

Douanes : 92 affaires liées à la lutte contre la contrebande enregistrées en une semaine



Entre le 1er et le 7 novembre, les services douaniers ont enregistré 92 affaires liées à la lutte contre la contrebande et le commerce transfrontalier illégal, au cours desquels 121 conteneurs ont été arrêtés. Un communiqué de la Direction générale des douanes explique que « dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le commerce transfrontalier illégal, les équipes douanières opérationnelles

actives sur l'ensemble du territoire douanier, y compris aux postes frontalières terrestres, ont été enregistrées, en coordination étroite avec les différents partenaires de sécurité." Ces opérations ont permis la saisie de 432 kg de kif transformé, de 105 260 unités de comprimés psychotropes et de 27 928 litres d'huile de table. 8 000 euros, 3 000 litres de carburant et 1 830 paquets de cigarettes. Des téléphones portables

et leurs accessoires, des produits cosmétiques et de soins corporels, du matériel pharmaceutique et des équipements sensibles ont également été saisis.

Le nombre de contrevenants impliqués dans ces affaires a atteint 121 personnes, dont 16 de nationalité étrangère, tandis que le nombre de moyens de transport utilisés pour la contrebande a été estimé à 27 véhicules et conteneurs, en plus des infractions détectées au niveau du contrôle des colis postaux, des centres, chargés d'examiner les voyageurs aux postes frontaliers terrestres et dans les aéroports, ainsi que des stations maritimes pour le transport des passagers dans les ports, ajoute la source. Le communiqué indique que le total des amendes infligées est estimé à plus de 2 milliards de dinars.

Plus de 510 000 capsules de Prégabaline saisies à El Oued

Une opération d'envergure menée, au cours de la semaine dernière, par les services de la Sûreté de la wilaya d'El-Oued, en coordination avec les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), a permis de démanteler un réseau criminel transfrontalier spécialisé dans le trafic de psychotropes.

Selon un communiqué rendu public, ce mardi, par la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), « ce réseau, composé de deux individus, est impliqué dans l'acheminement et la distribution illégale de plus de 500 000 capsules de médicaments psychotropes, en l'occurrence du Prégabaline 300 mg ».

Cette opération de grande envergure fait suite à des informations concernant un plan criminel visant à introduire une importante cargaison de psychotropes dans la région.

Grâce aux enquêtes et aux recherches intensives, la brigade de lutte contre les crimes majeurs de la Sûreté de la wilaya d'El-Oued a pu identifier les types de véhicules utilisés par les membres du réseau pour transporter ces substances,



ajoute la DGSN, précisant que les deux véhicules ont été repérés et interceptés dans la ville d'El-Jadida, située à l'Est de la wilaya d'El-Oued.

Ainsi, les enquêteurs ont saisi 517 500 capsules de Prégabaline 300 mg, une arme à feu de catégorie 4 (un fusil de chasse semi-automatique calibre 12 mm) et quatre véhicules, dont deux utilitaires, utilisés dans le cadre de cette activité criminelle.

Une coordination entre les filiales du groupe GICA s'impose

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a appelé, lundi à Alger, les responsables du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) à renforcer la coordination entre ses filiales afin d'atteindre les objectifs fixés par les hautes autorités, saluant les progrès significatifs réalisés ces dernières années. C'est ce que rapporte un communiqué du ministère. Dans le cadre de la série de visites qu'il entreprend auprès des différents groupes relevant du secteur, le ministre a effectué une visite d'inspection au siège du Groupe où il a été accueilli par le PDG de GICA, Rabah Guessoum accompagné de ses cadres. La visite a permis d'évoquer les principales réalisations de GICA, notamment la fabrication d'une machine de chargement de navires avec un taux d'intégration nationale atteignant 95 %, première du genre en Algérie,



la construction de cinq (5) silos de proximité pour le stockage des céréales dans quatre (4) wilayas et la participation à un appel d'offres pour la réalisation de deux (2) silos de stockage des céréales dans les wilayas de Jijel et Mila. A cette occasion, le ministre a souligné la nécessité de "poursuivre les efforts de tous les employés pour atteindre les objectifs affirmés à maintes reprises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", saluant les efforts du Groupe et "les progrès significatifs" accomplis au cours des dernières années, ajoute la même source. M. Aoun a en outre donné des instructions pour "renforcer la coordination entre toutes les entreprises relevant du Groupe", réaffirmant son engagement à "suivre de près tous les développements de ces filiales".

La Hongrie offre des bourses d'études aux Algériens

Le gouvernement hongrois a annoncé l'ouverture des candidatures aux bourses de maîtrise et de doctorat pour l'année universitaire 2025-2026, selon ce qui a été révélé par l'Université d'Alger 3. Cette information a été publiée sur la page Facebook de l'Université d'Alger 3, en expliquant : « Ce programme est destiné aux étudiants exceptionnels inscrits en troisième année de licence et aux étudiants exceptionnels en deuxième année de maîtrise et qui souhaitent poursuivre des études de maîtrise et de doctorat. études, respectivement, en Hongrie. La même source indique que les documents de candidature sont soumis à la Fondation publique Tempus et que pour mener à bien le processus de candidature au programme Stipendium Hungaricum, les documents requis doivent être envoyés via le système électronique. Les personnes concernées doivent remplir avec précision toutes les sections du formulaire de candidature dans le système électronique : <https://apply.stipendiumhungaricum.hu/>.

La même source a indiqué que la date limite de dépôt des dossiers pour les étudiants de l'Université d'Alger 3 sera le 15 janvier 2024, avec obligation de joindre le dossier original en copie électronique sur CD au Vice-président de la Direction universitaire de Relations extérieures de l'Université, avant le 6 février 2025.



La DGPC lance une opération nationale de don de sang

Dans le cadre de son engagement constant en faveur de la solidarité et de la santé publique, la direction générale de la Protection civile (DGPC) lance, une opération nationale de don de sang qui se déroulera du 12 au 14 novembre, indique un communiqué de cette institution. Cette initiative vise à renforcer les stocks de sang nécessaires pour répondre aux besoins croissants des établissements de santé à travers tout le

territoire national, souligne la même source, précisant que « cette opération est organisée en collaboration avec l'Agence nationale du sang Centre et le personnel médical spécialisé, avec l'objectif d'assurer la disponibilité de sang dans les hôpitaux et les cliniques ». Pour la DGPC, le don de sang, véritable geste de générosité, permet de sauver des vies et de répondre aux urgences médicales, qu'il s'agisse de victimes d'accidents, de

patients ayant subi des interventions chirurgicales ou de malades chroniques ayant besoin de transfusions régulières. Dans un contexte où les réserves de sang connaissent des fluctuations importantes, cette opération de grande envergure intervient à un moment où la solidarité des citoyens devient plus que jamais indispensable. Outre l'approvisionnement en sang pour les hôpitaux et cliniques, cette opération vise, selon la

DGPC « à renforcer les réserves nationales de sang et garantir un approvisionnement continu et suffisant pour les établissements de santé du pays », « à sensibiliser la population et de rappeler les valeurs de solidarité, de responsabilité et d'humanisme » et « à mobiliser le personnel de la Protection civile et le grand public » pour encourager une participation massive des citoyens dans cette action vitale.

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse
Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/Fax administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION
ET DES FINANCES
NOURDINE BRAHMI

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

L'Algérie a fait des pas de géants

«L'Algérie a réalisé des projets d'envergure dans le domaine des TIC avec une couverture de plus de 85%», a indiqué, le directeur du Bureau régional de l'UIT pour les pays arabes, Adel Darwish, reconnaissant que l'Algérie a déployé de grands efforts dans ce domaine.

Sid.A

Karim Bibi Triki, ministre de la Poste et des télécommunications, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à continuer à rehausser les prestations offertes par les différents opérateurs de la téléphonie mobile et à étendre la généralisation des technologies modernes. L'Algérie a «mobilisé des ressources exceptionnelles pour généraliser les technologies modernes de communication et la numérisation, avec la ferme ambition d'atteindre des niveaux prestigieux», a déclaré le ministre, hier, à Alger, lors de son allocution prononcée à l'ouverture des travaux d'un atelier régional de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Le ministre a évoqué, en présence de la ministre de la numérisation et des statistiques Meriem Benmouloud, les progrès réalisés par l'Algérie dans le secteur des technologies de l'information et de la communication et (TIC), à l'occasion de cet atelier placé sous le thème «Vers une connectivité inclusive et ciblée dans la région arabe».

L'Algérie parmi les leaders

Karim Bibi Triki a soutenu, par ailleurs, que toutes les politiques du pays, d'une façon générale, et celle de son secteur, en particulier, reflètent une volonté très forte du gouvernement de faire bénéficier l'ensemble des citoyens des avantages des TIC, et ce, quels que soient leur statut social et leur localisation géographique. «L'expérience et les réalisations algériennes dans ce domaine au cours de ces dernières années seront partagées lors de cet atelier, notamment en matière de généralisation de l'accès à l'internet mobile et fixe ainsi que de la fibre optique. Notre pays dispose de tous les atouts lui permettant de se positionner parmi les leaders dans ce domaine au niveau régional», ajoute le ministre, tout en insistant sur la volonté politique, exprimée principalement par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de hisser ce secteur au niveau souhaité et d'offrir des prestations à la hauteur des attentes du grand public.

Des compétences qualifiées et compétitives

Le chef de l'État, réaffirme Bibi Triki, depuis son élection en 2019, a fait de la généralisation des nouvelles technologies de la communication et de la numérisation des services gouvernementaux l'un des principaux engagements de son programme ambitieux. «Notre pays est doté de ressources humaines qualifiées et compétitives à tous les niveaux ainsi que d'une génération jeune qui aspire à s'imposer par ses compétences à travers la



création d'entreprises en réponse aux exigences de nos stratégies nationales», a-t-il relevé. Dans ce sillage, Bibi Triki a évoqué les grands projets lancés dans ce domaine et qui ont impacté positivement la dynamique économique et technologique du pays en l'espace de quelques années. Le PDG d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, a estimé, de son côté, que la tenue d'un tel atelier en Algérie reflète la grande confiance que l'UIT accorde à notre pays et à nos efforts consentis en la matière. C'est une preuve, selon lui, que la col-

laboration entre l'UIT et notre pays est fructueuse. «Cet atelier se déroule dans un contexte mondial marqué par un développement technologique très rapide. La connectivité est une condition sine qua non dans le développement durable et un facteur déterminant dans le renforcement de la complémentarité sociale et économique», note-t-il, relevant que la connectivité permet une participation plus efficiente dans la révolution technologique. Algérie Télécom s'emploie, a-t-il poursuivi, à mettre en œuvre la stratégie du gouvernement

dans le secteur numérique et œuvre dans l'édification d'une société numérique à travers des infrastructures modernes et l'élargissement de la couverture géographique. «L'égalité des chances dans l'accès des services et des solutions numériques est pour nous un souci majeur. La coopération et la coordination entre les acteurs du secteur sont une base essentielle pour le développement des télécommunications dans la région arabe et nous saluons les efforts de l'UIT pour renforcer cette coopération», a-t-il résumé.

Le directeur du Bureau régional de l'UIT pour les pays arabes, Adel Darwish, a reconnu, pour sa part, que l'Algérie a réalisé des projets d'envergure dans le domaine des TIC avec une couverture de plus de 85%. «Nous sommes ici présents pour débattre essentiellement de la connectivité complète qui est l'une des conditions du développement durable imposées par l'ONU. C'est un élément important dans la transformation numérique mondiale. La connectivité ne se limite pas à l'accès à l'internet, mais à l'utilisation aussi du mobile d'une façon sécurisée et à moindre prix», renchérit-il. Dans le monde arabe, fait remarquer Adel Darwish, la connectivité est toujours un défi à relever, car 31% des populations ne sont pas connectées.

«La plupart des populations qui ne sont pas connectées vivent dans les pays sous-développés, dans les régions isolées et rurales surtout où les services sociaux leur sont inaccessibles. Cet atelier est l'opportunité pour trouver les solutions susceptibles de soutenir ces populations en termes de connectivité et à des prix abordables et pour fixer les priorités en matière d'investissement», a-t-il noté.

Pour favoriser aussi, précise-t-il, l'exploitation des moyens technologiques et les solutions organisationnelles, techniques et financières durables. «Le Bureau régional de l'UIT s'engage à contribuer pour atteindre ces objectifs en renforçant la coopération entre les parties concernées, aux niveaux local, régional et mondial», a-t-il affirmé.

S.A

AUDIMATIC REMPORTE UN PRIX PRESTIGIEUX DANS L'INNOVATION

Au rendez-vous de l'excellence

La startup Audimatic, développée par l'ingénieur algérien, Khalid Badis, a remporté un prestigieux concours dans le domaine de l'innovation. Il s'agit du prix «Projet innovant de l'année» aux ASBU BroadcastPro Middle East Awards 2024. «Nous sommes ravis et profondément honorés de recevoir cette prestigieuse reconnaissance du prestigieux jury professionnel. Cette réalisation souligne le dévouement et le travail acharné qui sont consacrés à repousser

les limites de l'innovation dans notre domaine», s'est félicité Audimatic sur son compte LinkedIn. Audimatic se présente comme un outil de mesure d'audience automatique en temps réel, conçu pour la mesure d'audience TV, sur satellite, et IPTV. Le concours en question a été organisé par Broadcast Pro Middle East, une publication mensuelle qui couvre les technologies de la télévision et de la radio ainsi que les tendances cinématographiques dans le monde arabe.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

Des députés favorables à l'importation de véhicules de moins de cinq ans

Des députés proposent dans le projet de loi de finance 2025, d'autoriser l'importation de véhicules de moins de cinq ans et non de trois ans seulement. D'autres souhaitent l'annulation de la hausse du tarif de la vignette automobile des véhicules d'une puissance de 10 CV... Des parlementaires ont formulé d'amender l'article 203 du projet de loi de finance relatif à l'importation des véhicules de moins de trois ans. Dans cet article du projet, l'exécutif avait proposé d'introduire un

amendement à l'article 110 de la loi de finances pour 2020, modifiées et complétées, pour rendre les véhicules importés par les particuliers «inaccessibles pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de leur acquisition». Les députés qui ont proposé l'amendement, souhaitent, d'un côté, que l'autorisation d'importation soit accordée pour les véhicules de moins de cinq ans, et de l'autre, que soit supprimée la proposition du gouvernement qui interdit leur cession.

YAZID BENMOUHOU, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BOURSE D'ALGER:

«Le projet de digitalisation de la Bourse en est à sa phase finale»

Dans cet entretien, le DG de la Bourse d'Alger revient sur différentes questions qui caractérisent l'actualité de l'institution, entre autres, les efforts consentis par les responsables pour attirer plus d'entreprises, sans oublier le projet de la digitalisation qui, nous dit-on, est à son terme.

Entretien réalisé par Inès B.

L'EXPRESS: LA BOURSE D'ALGÉRIE PEUT CONSTITUER UN MOYEN DE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET JOUER UN RÔLE CENTRAL DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS D'INCLUSION FINANCIÈRE. POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS SUR CE SUJET

YAZID BENMOUHOU: La Bourse, dans la nouvelle stratégie des pouvoirs publics, semble tenir une place de plus en plus importante puisque nous avons déjà assisté à l'introduction en bourse du CPA et l'arrivée de la BDL grâce à l'impulsion du président de la république. Ces deux introductions font partie de son programme par conséquent la Bourse se place aussi comme un moyen de financement de l'économie nationale puisque jusqu'à présent c'est le secteur bancaire qui a dominé le financement.

Mais avec les différentes crises pétrolières notamment, celles qui ont eu lieu en 2024, nous avons assisté à une baisse drastique de la liquidité bancaire, ce qui a fait réagir positivement les pouvoirs publics pour penser à activer d'autres moyens de financement de l'économie dont la Bourse d'Alger, et bien entendu les fonds d'investissement qui sont déjà en place, ainsi que le lancement de l'Algeria startups fonds, qui finance le secteur notamment des sociétés des startups et le FNI. Donc avec l'arrivée aujourd'hui des deux banques à la Bourse d'Alger nous pensons effectivement que le potentiel de la Bourse sera mis à contribution pour le financement des entreprises algériennes œuvrant pour la promotion de l'économie nationale. Nous nous plaçons comme un acteur majeur dans l'inclusion financière.

L'introduction en bourse du CPA a permis à plus de 49000, disons, 50.000 actionnaires personnes physiques d'être de la partie. Il y a eu 61% de l'offre de financement des actions mises en vente par le CPA et ces 61% ont été achetées par des personnes physiques. Cela prouve que la Bourse intéresse le citoyen et aussi les entreprises parce que l'autre partie, les 39% de l'offre, ce sont des personnes morales qui les ont achetés. Nous pensons qu'avec l'arrivée de la BDL cela va continuer à susciter plus d'intérêt auprès de potentiels investisseurs.

LA BOURSE EST CONSIDÉRÉE DONC COMME UN LEVIER POUR AUGMENTER LE NIVEAU D'ÉPARGNE DES MÉNAGES?

Bien sûr, nous pensons que la Bourse est un levier aussi pour augmenter le niveau d'épargne des ménages pour aller vers un investissement productif au niveau de la Bourse d'Alger et cela va permettre aux citoyens et aux investisseurs d'une manière générale de fructifier leur argent et d'avoir un rendement supplémentaire des rentrées d'argent qu'ils pourront utiliser dans leur vie quotidienne. Nous sommes convaincus que la Bourse d'Alger sera un des acteurs majeurs dans la réalisation de l'objectif de l'inclusion financière en Algérie. J'ajouterai que puisque la loi de finances 2025 mentionne la possibilité pour l'Etat d'émettre des sukuk souverains, ces sukuk normalement passeront par la Bourse, cela va permettre également d'attirer une épargne institutionnelle notamment, celle des banques qui offrent des placements islamiques et aussi du secteur des assurances dans sa partie Takaful. Ces deux acteurs ont besoin, maintenant d'outils qui sont conformes à la charia pour pouvoir placer leur argent mais



également pour pouvoir se financer s'ils ont besoin de levée de fonds

LA BOURSE D'ALGER ET SUR LE TERRAIN POUR SÉDUIRE ET ATTIRER DES ENTREPRISES PRIVÉES À Y INTÉGRER. DERNIÈREMENT UNE RÉUNION S'EST TENUE AVEC LE GROUPE BELLAT. POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS SUR CETTE RENCONTRE?

Effectivement, en ce qui concerne notre approche avec des entreprises, nous avons créé une équipe composée notamment d'éléments de la communication, d'un conseiller technique et de la Direction générale. Elle est chargée de sélectionner les entreprises éligibles à une cotation en Bourse notamment, celle relevant du secteur privé. On se déplace chez eux pour leur faire comprendre ce qu'est la Bourse. Cela se fait par dans une ambiance chaleureuse que le voie des courriers électroniques ne permet pas. C'est un moyen de briser la glace qui existerait peut-être entre les entreprises privées et la Bourse d'Alger.

Il s'agit plus de pédagogie de promotion de la Bourse et puis nous offrons également la possibilité de les accompagner dans le processus en leur expliquant les différentes étapes et nous leur faisons savoir que

nous sommes disposés à former leurs cadres pour qu'ils puissent mieux comprendre et appréhender les avantages d'une introduction en Bourse.

QUELLES SONT LES AUTRES ENTREPRISES OU ENTITÉS FINANCIÈRES QUE VOUS COMPTEZ CIBLER À CET EFFET?

Nous avons une liste des entreprises qui sont potentiellement éligibles à une cotation en bourse au vu de leur taille et du fait qu'elles sont connues du grand public. Donc nous ciblons en priorité ces entreprises des différents secteurs, nous n'excluons aucun secteur. Nous faisons cette démarche et nous prévoyons à l'avenir de travailler avec les associations patronales pour faire la promotion de la Bourse auprès de leurs adhérents et nous leur proposons aussi de créer des cellules composées d'éléments de la Bourse et d'éléments de ces associations patronales pour travailler ensemble et aider des entreprises qui seraient intéressées par la levée de fonds parce que la Bourse a des avantages très importants à offrir

QU'EN EST-IL DE LA DIGITALISATION DE LA BOURSE D'ALGER

La digitalisation de la bourse d'Alger avance à grand pas, puisque le projet arrive à sa

phase finale. Il y a eu quelques retards auparavant pour des raisons purement techniques. Ces perturbations ont été résolues et nous entamons la dernière phase pour la mise en place d'un système d'information totalement digitalisé.

QU'EST CE QU'IL VA APPORTER?

Le système digitalisé va permettre d'abord aux intermédiaires en opération en bourse de transiger directement avec la Bourse en ligne. C'est-à-dire sans avoir à se déplacer comme ils ont l'habitude de le faire actuellement nous allons également augmenter le nombre de séances de notation, nous allons passer de trois séances de cotation à cinq séances de cotation par semaine donc ça sera des cotations ouvrables plutôt pendant toute la semaine, de 9H du matin jusqu'à 16h de l'après midi.

Dans une seconde étape, les intermédiaires en opération de bourse ont la charge de mettre à la disposition du grand public, donc des potentiels investisseurs, des applications qui vont permettre d'acheter et de vendre directement en ligne. Maintenant il y a une interopérabilité entre les différents établissements financiers mais également les CCP, ce qui va permettre aux éventuels investisseurs de pouvoir acheter et de vendre surtout lorsqu'ils achètent, ils pourront utiliser leurs cartes Edahabia ou leur carte CIB et la transaction se fera directement via la plateforme d'IOB, directement avec la bourse. Ça va générer de la rapidité et nous comptons avec cela augmenter le volume des échanges et faire en sorte que la liquidité au niveau de la bourse soit beaucoup plus importante que ce qu'elle n'était auparavant.

I.B.

ACTIVITÉS MINIÈRES

Le Congo ouvre grand ses portes aux investisseurs algériens

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a passé en revue avec le ministre d'État, ministre des Industries minières et de la Géologie de la République du Congo, Pierre Oba qui a entamé lundi une visite de travail en Algérie, les opportunités de coopération, d'investissement et de partenariat dans le secteur minier entre les deux pays. Selon un communiqué du ministère de l'énergie, la rencontre s'est tenue au siège du ministère dans le cadre de la visite de travail du ministre congolais en Algérie, à la tête d'une importante délégation du ministère congolais des Industries minières et de la Géologie, ainsi que le PDG de l'entreprise minière congolaise Sapro Mayoko SA et le directeur général du Centre de recherches géologiques et minières (CRGM) du Congo, note la même source. Cette visite s'inscrit "dans le cadre des efforts conjoints visant à développer et

renforcer les relations fraternelles historiques entre les deux pays", ajoute le communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de cadres du ministère, du PDG du groupe Sonarem, du président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), et de la présidente du Comité directeur de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA), les discussions entre les deux parties ont porté sur "l'examen des opportunités de coopération, d'investissement et de partenariat dans le secteur minier, notamment en matière de recherche, de traitement, d'exploitation et de transformation des ressources minières", selon la même source. Il s'agit également de l'élaboration d'une feuille de route pour le développement de projets prometteurs favorisant l'échange d'expertises, le transfert de connaissances, la formation et le dévelop-

pement du capital humain dans ce domaine", précise la même source. La rencontre a également constitué l'occasion de discuter des moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine d'études géologiques, de cartographie, d'études et recherches dans les secteurs de géologie, des minéraux et autres ressources terrestres, ainsi que la préparation des cartes, bulletins et rapports géologiques et géophysiques", en collaboration avec l'ASGA. De plus, les deux parties ont abordé les moyens de renforcer la coopération dans le domaine de la "surveillance technique et administrative, ainsi que de la gouvernance minière, notamment en ce qui concerne l'élaboration de législations et de réglementations relatives au secteur minier et à la préservation de l'environnement dans toutes les activités minières", en collaboration avec l'ANAM. A cette occasion, ajoute

le communiqué, M. Oba a salué "l'excellence des relations historiques et étroites entre l'Algérie et la République du Congo ainsi que les deux peuples amis", mettant en avant que cette visite "permettra de les renforcer et de les développer, tout comme dans le secteur énergétique". Le ministre congolais a également exprimé "son intérêt pour l'exploitation de toutes les opportunités d'affaires et d'investissement avec les entreprises minières algériennes, ainsi que pour l'échange d'expertise, le transfert de connaissances et la formation". Le ministère a précisé que le programme de la visite de M. Oba comprenait de nombreuses rencontres et visites avec des responsables du Groupe industriel minier "Sonarem" et de certaines de ses filiales telles que "Sonarem Ettakwine", l'ANAM et l'ASGA, ainsi que des visites de terrain au niveau des sites minières".

Nécessité de revitaliser le patrimoine urbain en Algérie

Le colloque international intitulé "Le patrimoine urbain méditerranéen, attraits touristiques et valorisation", ouvert lundi à l'université de Constantine 1 met l'accent sur "l'importance de traiter le patrimoine urbain, culturel et historique, en tant qu'identité sociale".

Les participants à un colloque international intitulé "Le patrimoine urbain méditerranéen, attraits touristiques et valorisation", ouvert lundi à l'université de Constantine 1, ont souligné la nécessité "d'intégrer les normes environnementales et les technologies modernes pour revitaliser le patrimoine urbain en Algérie". Au cours de cette rencontre de deux jours, organisée par la Faculté des sciences de la terre, géographie et aménagement du territoire, en partenariat avec le Centre de recherche en aménagement du territoire (CRAT) et le Laboratoire des sciences du territoire et ressources naturelles et environnement (LASTERNE), les intervenants ont mis en exergue "l'importance de traiter le patrimoine urbain, cultu-

rel et historique, en tant qu'identité sociale".

Un traitement qui nécessite, ont-ils souligné, de le protéger des facteurs et aléas naturels, ce qui requiert "l'élaboration de stratégies et de mécanismes de préservation des sites historiques et touristiques, via l'adoption de systèmes d'information géographique, la numérisation des sites urbains avec des graphiques en 3D et le développement de programmes électroniques pour la visite virtuelle des sites touristiques". L'objectif de ce colloque est de "contribuer au développement du secteur touristique à travers la réalisation de ces stratégies et de ces mécanismes, qui permettront l'identification des zones et des sites historiques et touristiques, afin d'en augmen-



ter l'attractivité touristique", a déclaré Lamia Bouledjmar, présidente du colloque et enseignante à l'université Constanti-

ne 1. Pour sa part, Abdelkrim Bensaïd, spécialiste en science des données urbaines numériques à l'Université d'Orléans

(France), a indiqué qu'il est devenu "nécessaire de diffuser les technologies modernes dans le domaine du patrimoine urbain et de les mettre au service de la réhabilitation du patrimoine touristique, en s'appuyant sur les systèmes d'information, la numérisation des données urbaines et l'utilisation des technologies électroniques pour gérer les équipements à distance, ainsi que la protection des sites historiques et culturels avec la mise en place de moyens de transport vers ces derniers". Au cours de ce colloque, des questions relatives aux défis actuels en matière de valorisation et de préservation du patrimoine urbain dans la région méditerranéenne seront débattues, et différents modèles innovants et stratégies durables seront adoptés pour faire revivre le patrimoine urbain et le valoriser pour le tourisme en intégrant, notamment, les normes environnementales et les technologies modernes.

EL-OUED

Une récolte de 5 millions de quintaux de tomate de plein champ attendue

Une récolte prévisionnelle de plus de cinq (5) millions de quintaux (QX) de tomate de plein champ (arrière-saison) est attendue au titre de l'actuelle saison agricole dans la wilaya d'El-Oued, a indiqué la Chambre locale de l'agriculture. Cette récolte, en hausse de 13% par rapport à

la production réalisée la saison écoulée et estimée à quatre (4) millions QX, devrait influencer positivement sur la stabilité des prix sur le marché national, a déclaré le président de la chambre, Djelloul Othmani. La campagne de cueillette a été lancée au niveau des zones agricoles de la com-

mune d'El-Magrane (30 km à l'est d'El-Oued), qui détient une surface de 3.600 ha réservée à ce genre de culture, a-t-il indiqué, relevant que la culture de la tomate de plein champ n'a cessé de gagner du terrain au niveau des communes de la wilaya d'El-Oued à vocation

agricole. Cette production abondante, qui hisse El-Oued en tête des wilayas productrices de tomate de plein champ (hors serriculture), a permis à cette région de se doter d'un marché national de tomate à El-Magrane susceptible d'approvisionner le marché national.

EL MENIAË

Réalisation de quatre centres de stockage de céréales

Des travaux de réalisation de quatre (4) centres de proximité de stockage de céréales ont été lancés dans la wilaya d'El-Meniaïa, dans le but de renforcer les capacités de stockage des céréales dans la région, a-t-on appris dimanche auprès des Services de la wilaya. D'une capacité de stockage de 50.000 quintaux (qx) cha-

cune, ces installations sont localisées dans les grands périmètres agricoles des communes d'El-Meniaïa et de Hassi El-Gara, jouxtant la RN-1 en allant vers la wilaya de Ghardaïa, et ce en vue de renforcer les capacités de stockage des récoltes céréalières. Ces structures de stockage de céréales et semences ont été

prévues dans la région au regard des importantes récoltes des cultures stratégiques réalisées ces dernières années dans la wilaya, qui a engrangé, la saison dernière, une production de 830.000 qx. Pour cette saison 2024/2025, une superficie de 22.000 ha a été réservée à la céréaliculture dans la wilaya d'El-Meniaïa, pour laquelle ont été mobilisés, au titre de l'actuelle campagne labours-semences, plus de 100 pivots d'irrigation. Donnant le coup d'envoi des chantiers de réalisation de ces centres, le wali d'El-Meniaïa, Mokhtar Benmalek, a mis en avant l'importance qu'accorde l'Etat à ce type de projets céréaliers, exhortant les entreprises réalisatrices à œuvrer au respect

des normes de réalisation en vigueur et des délais impartis. La réalisation de ces structures intervient en application des directives des hautes instances du pays, pour un déploiement des installations d'ensilage à travers le territoire national, en vue d'élargir et d'améliorer les conditions de stockage des céréales. Le projet fait partie d'un programme de réalisation de 11 structures similaires, en plus d'un silo d'une capacité d'un million de qx, projetés dans wilaya d'El-Meniaïa. Des opérateurs agricoles et des céréaliculteurs locaux ont salué l'opération visant le renforcement et l'amélioration des capacités de stockage des récoltes dans de bonnes conditions.

ORAN

Lancement des travaux pour la réalisation de 1.000 LPL

Les travaux de construction de 1.000 logements publics localisés (LPL), seront lancés, prochainement, dans la wilaya d'Oran, selon les services de la wilaya. La wilaya d'Oran a bénéficié d'un programme supplémentaire d'habitat de 4.000 logements LPL dont 1.000 unités seront lancés en travaux, «dans les prochains jours», après que les assiettes pour leur implantation aient été retenues dans plusieurs communes de la wilaya. Les services de la wilaya ont indiqué, en outre, que les 3.000 autres logements de ce programme sont actuellement en phase d'étude, annonçant que les travaux de leur réalisation seront lancés durant le mois de décembre prochain ou au plus tard au début de l'année prochaine, dès la finalisation des procédures administratives. Par ailleurs, 5.000 logements promotionnels aidés (LPA) sont en cours de réalisation au niveau du nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana» dans la commune de Misserghine, au pôle

urbain de la localité de Belgaid, ainsi qu'au niveau de celui de 1.300 logements AADL à hai Bouâamama (El Hassi), selon la même source. Durant la semaine dernière, à l'occasion des festivités du 70e anniversaire du déclenchement la glorieuse Révolution de libération nationale, 2.879 unités d'habitation, toutes formules confondues dont 1.639 LPL, en majorité pour des postulants détenteurs de dossiers à points, ont été attribuées à leurs bénéficiaires, notamment à travers les communes de Misserghine, Hassi Bounif, Boutlélis, El Kerma, El Braya et Hassiane Toual. D'autre part, il a été procédé à la distribution de 1.000 logements location-vente (AADL) au niveau du pôle urbain «Ahmed Zabana», de 40 logements promotionnels aidés (LPA) et 200 aides à l'habitat rural. A rappeler que depuis septembre 2021, pas moins de 31.000 logements, toutes formules confondues, ont été distribués dans la wilaya d'Oran.

ILLIZI

Un mort et un blessé dans un accident de la route près d'Ohanet

Une personne est décédée et une autre a été grièvement blessée dans un accident de la route survenu près de la région d'Ohanet dans la wilaya d'Illizi, rapporte mardi un communiqué des services de la Protection civile (PC). L'accident s'est produit lundi au niveau de la route nationale (RN-3), à une distance de 22 kilomètres de la région d'Ohanet en allant vers la région de Tin Fouyé-Tabancort (TFT), suite au dérapage puis le renversement d'un véhicule tout terrain, qui a entraîné la mort sur place de

son chauffeur (37 ans), tandis que son passager (41 ans) a été grièvement blessé. Les agents du poste avancé de la Protection civile d'Ohanet a prodigué les premiers soins à la personne blessée sur les lieux de l'accident, selon la même source. Le corps de la victime a été évacué vers la morgue de l'hôpital d'In Amenas où a été également transféré le blessé, a-t-on précisé. Une enquête a été ouverte par les autorités sécuritaires compétentes pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

90 % du développement du cerveau d'un enfant se produit avant l'âge de cinq ans

Les avancées en sciences cognitives et en neurosciences nous fournissent les connaissances nécessaires pour prendre des décisions éclairées en matière de politique d'éducation et de protection de la petite enfance.

Amel. B

L'apprentissage des jeunes enfants porte ses fruits. Selon l'UNESCO, investir dans l'éducation et la protection de la petite enfance génère des bénéfices tout au long de la vie. La recherche montre que 90 % du développement du cerveau d'un enfant se produit avant l'âge de cinq ans, la période entre un et trois ans étant particulièrement cruciale pour le développement cognitif. Malgré cela, l'accès à l'éducation de la petite enfance reste très inégal dans le monde. Alors que 89 % des enfants des pays à revenu élevé bénéficient d'une éducation précoce, seuls 35 % des enfants des pays à faible revenu ont les mêmes possibilités. Ces disparités flagrantes ont été au cœur des discussions lors du Congrès international sur les neurosciences, l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE), organisé par l'agence onusienne. Les experts mettent en avant le rôle essentiel de l'éducation de la petite enfance dans la construction des générations futures.

Selon Stefania Giannini, Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation, il est impératif d'investir davantage dans l'éducation et la protection de la petite enfance, tant au niveau des politiques que des pratiques. «La protection et l'éducation de la petite enfance ont un rendement de 13 % grâce à l'amélioration de la santé, des résultats économiques et de la cohésion sociale», a-t-elle fait

remarquer, soulignant les effets d'entraînement des interventions précoces sur le bien-être de la société dans son ensemble. Mme Giannini a également fait référence à la Déclaration de Tachkent, adoptée lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'EPPE en 2022, qui appelle les gouvernements à allouer au moins 10 % de leur budget de l'éducation à l'EPPE. Elle a souligné qu'il s'agit d'une étape cruciale pour combler le fossé mondial en matière d'accès à l'apprentissage précoce, et a insisté sur l'effort collectif nécessaire pour garantir des opportunités équitables à tous les enfants. Les gouvernements sont appelés à donner la priorité aux neurosciences et à l'éducation durable, affirmant que les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant sont cruciaux pour favoriser le type de relations qui permettent aux enfants de s'épanouir. Les compétences socio-émotionnelles sont de puissants indicateurs du bien-être futur.

Lors de l'événement, l'importance de poser des bases solides a été soulignée, car cela constitue le fondement de l'apprentissage tout au long de la vie. James Heckman, lauréat du prix Nobel, a présenté un argumentaire complet en faveur des interventions dans le domaine de la petite enfance, démontrant comment l'investissement dans le développement de la petite enfance permet non seulement d'améliorer les compétences cognitives et émotionnelles des enfants, mais aussi de



réduire la criminalité, de stimuler l'emploi et de favoriser le bien-être général de la société. «Les compétences socio-émotionnelles, désormais mesurables, sont de solides indicateurs du bien-être futur», a expliqué M. Heckman, soulignant que les interventions précoces contribuent à l'épanouissement de la société au-delà de la réussite individuelle.

Il a exhorté les gouvernements et les parties prenantes à considérer l'éducation préscolaire comme le fondement de tous les apprentissages futurs, et non comme une étape isolée du développement de l'enfant. Les experts insistent sur l'importance de développer les compétences socio-émotionnelles en mettant l'accent sur

l'importance des fonctions exécutives tout en insistant sur la nécessité de lier la recherche à des applications concrètes et d'impliquer les parents par des approches simplifiées, en mentionnant les programmes de visites à domicile à venir pour soutenir le développement du cerveau. Ils ont souligné l'importance de l'intégration de la recherche dans la pratique, plaidant pour une plus grande collaboration entre les chercheurs et les praticiens afin de garantir la mise en œuvre efficace de politiques fondées sur des données probantes, en particulier dans les régions à faible revenu. Le congrès international sur les neurosciences, l'éducation et la protection de la petite enfance s'est conclu par

un appel retentissant à l'action : L'avenir de l'éducation mondiale dépend de la priorité accordée au développement de la petite enfance.

Que ce soit par le biais de politiques gouvernementales, de l'engagement des familles ou de la professionnalisation des éducateurs de la petite enfance, les investissements précoces ont des retombées exponentielles à la fois pour les individus et pour la société dans son ensemble. Selon eux, «les avancées en sciences cognitives et en neurosciences nous fournissent les connaissances nécessaires pour prendre des décisions éclairées en matière de politique d'éducation et de protection de la petite enfance.»

A.B.

MPOX

L'OMS va réunir son comité d'urgence le 22 novembre

Le Comité d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se réunira le 22 novembre pour déterminer si la recrudescence de la variole du singe (Mpx) continue de constituer une urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC), a annoncé lundi cette agence sanitaire mondiale de l'ONU. Selon l'OMS, dans l'affirmative, le comité d'urgence qui tiendra sa deuxième réunion concernant la recrudescence du Mpx en 2024, proposera des recommandations temporaires aux Etats parties pour faire face à l'événement. Cette réunion se penchera sur les efforts mondiaux en cours pour surveiller et répondre à la recrudescence de la maladie sur le continent africain.

L'OMS examinera les données épidémiologiques les plus récentes, l'évolution mondiale du virus depuis sa première réunion le 14 août 2024, et les activités de réponse entreprises par les pays touchés. En attendant, le dernier décompte établi le 3 novembre dernier fait état de 11.148 cas confirmés, dont 53 décès (taux de létalité de 0,5 %) cette année dans 19 pays du continent africain. Le pays le

plus touché reste la République démocratique du Congo (8.662 cas confirmés, 43 décès), suivie du Burundi (1.726 cas confirmés, aucun décès) et de l'Ouganda (359 cas confirmés, un décès).

Les données de ces dernières semaines pour la RDC pourraient suggérer que le nombre total de cas déclarés se stabilise. Mais pour l'OMS, cela doit être interprété avec prudence, étant donné les retards probables dans la déclaration et les ruptures de stock récurrentes des fournitures de test dans le pays, qui entravent la capacité de confirmer les cas de variole du singe.

Le mpx est un virus initialement présent chez l'animal, notamment chez des rongeurs en Afrique, et qui circule désormais chez l'être humain ; on parle ainsi de zoonose émergente. La maladie causée par ce virus porte le même nom, mpx (anciennement appelée variole de singe ou monkeypox), et se présente comme une forme atténuée de la variole humaine, avec des symptômes moins graves et une létalité plus faible (nombre de morts sur le nombre de personnes atteintes). De petites flam-

bées épidémiques localisées ont régulièrement eu lieu ces dernières années en Afrique centrale et de l'Ouest. Ces émergences ont été étudiées et surveillées jusqu'à l'émergence mondiale de la maladie, observée en mai 2022. Au début des années 1980, suite à l'éradication mondiale de la variole humaine, la vaccination antivariolique a été arrêtée. Les personnes ainsi vaccinées sont partiellement protégées face au virus mpx ; il existe en effet une immunité croisée entre le virus mpx et le virus de la variole humaine.

En juillet 2022, l'OMS a déclaré une première fois que l'épidémie de mpx est une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) suite à sa propagation «extraordinaire» dans plus de 75 pays non endémiques (régions où la maladie n'existe pas en permanence).

Le 14 août 2024, devant la recrudescence du mpx en République Démocratique du Congo et dans plusieurs pays voisins, ainsi que l'apparition d'une nouvelle souche virale possiblement plus transmissible (clade 1b), l'OMS déclare une deuxième USPPI.

CIGARETTES ÉLECTRONIQUES

Les arômes fruits rouges et menthol dangereux pour la santé, selon une étude

Selon une étude parue dans la prestigieuse revue scientifique «Proceedings of the National Academy of Sciences», l'arôme fruits rouges des puffs et cigarettes électroniques est dangereux pour la santé. Pour arriver à ce constat, les chercheurs ont exposé des souris à la fumée de cigarettes électroniques aromatisées aux fruits rouges. Au contact de la vapeur, les cellules immunitaires des poumons des rongeurs ne fonctionnent plus. Or, elles ont pour rôle de décharger les poumons des particules toxiques. «Cela semble jouer sur les macrophages : ce sont les cellules qui, au niveau des bronches, permettent de se protéger en pratique des infections. Cela perturbe le fonctionnement de ces macrophages et provoque un risque de faire des infections et d'en pâtir sur le plan de la santé», explique le Professeur Daniel Thomas, cardiologue et vice-président de l'Alliance contre le tabac. Une précédente étude a montré que l'arôme mentholé a le même effet. En revanche, le cardiologue veut rassurer les consommateurs. «Vapoter, c'est beaucoup moins dangereux que de rester fumeur. Et donc, si vous êtes vapoteur, ne vous alarmez pas à cause de ça, et surtout, ne revenez pas au tabac», explique-t-il. Inhaler les liquides de cigarette électronique n'étant pas anodin pour la santé, le médecin conseille d'arrêter la vape dès que l'on peut s'en passer.

ETATS-UNIS

L'immigration au cœur des premières nominations de Donald Trump

Donald Trump progresse dans la formation de sa future administration. Le président élu a nommé dimanche 10 novembre plusieurs de ses fidèles à des postes clés, exigeant qu'ils puissent assumer leurs fonctions en évitant un laborieux processus de confirmation au Sénat.

Sans attendre son investiture, le 20 janvier 2025, le président américain élu a dévoilé le nom des fidèles qui composeront sa future administration. Il veut obtenir du Sénat qu'il renonce à la procédure de confirmation de ces choix.

Le président élu américain Donald Trump, a choisi dimanche Elise Stefanik pour le poste d'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies. Il a par ailleurs annoncé le retour de Tom Homan, un tenant de la ligne dure, à la tête de l'agence responsable du contrôle des frontières et de l'immigration (ICE), Lee Zeldin à l'Agence de protection de l'environnement ou encore Michael Waltz comme conseiller à la sécurité nationale. Moins d'une semaine après sa victoire à l'élection présidentielle, le 5 novembre, Donald Trump veut aller vite sur tous les fronts : les premières nominations, la mise au pas du Congrès, les contacts avec les dirigeants étrangers, comme si Joe Biden était déjà effacé. «La loyauté, c'est tout», a résumé Steve Bannon, ex-conseiller spécial du président,

sorti de prison peu avant le scrutin et redevenu l'animateur incendiaire du très influent podcast «Bannon's War Room». Après la désignation attendue de Susie Wiles, sa directrice de campagne, comme cheffe de son futur cabinet à la Maison Blanche, Donald Trump aurait choisi le représentant Michael Waltz (Floride), vétéran de la garde nationale, comme conseiller à la sécurité nationale, selon la presse américaine. Il s'apprêterait aussi à désigner le sénateur Marco Rubio, également de Floride, comme secrétaire d'Etat. Ces deux profils ne représentent guère une rupture avec les vues traditionnelles du Parti républicain. Au cours de sa campagne, Donald Trump s'est également déchaîné à plusieurs reprises contre les migrants clandestins qui, selon lui, «empoisonnent le sang» de son pays, et a promis de réinstaurer une politique de séparation des familles à la frontière. Le président élu pense ainsi inverser la désastreuse pression migratoire subie sous l'ère Biden, longtemps sous-estimée par le démocrate, soit un total



de 8,7 millions d'interpellations à la frontière mexicaine depuis 2021, une même personne pouvant être contrôlée plusieurs fois. Dans un message sur son réseau, Truth Social, dimanche 10 novembre, Donald Trump a confirmé la désignation de Tom Homan comme responsable des frontières. Ancien directeur de l'agence fédérale de contrôle de l'immigration (ICE), il n'aura pas besoin de la confirmation du Sénat pour occuper ce poste

rattaché à l'exécutif, ce qui illustre la hâte de Donald Trump dans ce dossier symbolique et son mépris pour les procédures classiques.

On estime à environ 12 millions le nombre de clandestins aux États-Unis, contribuant largement à l'économie du pays. L'équipe Trump envisage cette question de manière pyramidale, avec différents niveaux d'urgence. Selon les chiffres officiels de l'ICE, en juillet 2024, près de

425 000 personnes sans papiers avec une condamnation pénale étaient comptabilisées, dont 13 000 pour homicide. Ils seront les premiers ciblés. Pendant la campagne, Donald Trump a prétendu qu'ils étaient entrés sur le territoire américain sous l'administration Biden. Ce qui est faux. Ce chiffre concerne une très longue période (plusieurs décennies), donc également sa propre présidence.

MONTÉE DES SENTIMENTS ANTI-ÉTRANGERS EN EUROPE

Les Pays-Bas mettent en place des contrôles frontaliers à l'image de l'Allemagne

Les États de l'UE sont autorisés à réintroduire temporairement des contrôles à leurs frontières en cas de menace grave portant notamment sur la sécurité intérieure.

Le gouvernement néerlandais a annoncé lundi son intention de mettre en place des contrôles supplémentaires aux frontières terrestres pour lutter contre l'immigration clandestine. Le Pays-Bas s'aligne sur l'Allemagne qui a commencé à effectuer des contrôles similaires aux frontières avec la France, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et le Danemark le mois dernier, à la suite de plusieurs attentats très médiatisés perpétrés par des extrémistes. Cette mesure est le dernier effort en date du gouvernement de droite dure du pays pour renforcer les

contrôles de l'immigration dans un contexte de montée des sentiments anti-étrangers en Europe.

La ministre néerlandaise des migrations, Marjolein Faber, a annoncé cette politique dans un communiqué de presse. «Il est temps de s'attaquer concrètement à l'immigration irrégulière et au trafic de migrants. C'est pourquoi nous commencerons à réintroduire les contrôles aux frontières aux Pays-Bas dès le début du mois de décembre», a-t-elle déclaré dans un communiqué.

Geert Wilders, dont le parti anti-immigration a remporté le plus grand nombre de sièges lors des élections de l'année dernière, a publié sur les médias sociaux que son parti pour la Liberté néerlandais «tenait ses promesses». Le

leader du PVV réclame la fermeture des frontières néerlandaises depuis plus de dix ans.

Marjolein Faber, qui représente le parti de M. Wilders au conseil des ministres, n'a pas précisé comment les contrôles frontaliers seraient effectués. Cette décision ne s'accompagne d'aucun financement supplémentaire pour la force de réaction de la politique nationale en matière de contrôles frontaliers. Les restrictions de six mois doivent être mises en œuvre «dans le cadre des capacités existantes».

Actuellement, la police effectue des contrôles ponctuels. Selon Marjolein Faber, les contrôles frontaliers doivent être effectués en gênant le moins possible la circulation. Prenant effet le 9

décembre, la mesure est conforme à la législation de l'UE, qui exige des États membres qu'ils informent Bruxelles quatre semaines avant de restreindre la liberté de circulation. Selon l'Union européenne, les États membres sont autorisés à réintroduire temporairement des contrôles aux frontières intérieures de l'UE en cas de menace grave, par exemple pour la sécurité intérieure. Elle précise toutefois que les contrôles aux frontières ne doivent être appliqués qu'en dernier recours, dans des situations exceptionnelles, et qu'ils doivent être limités dans le temps. Au début de l'année, Marjolein Faber a indiqué à Bruxelles que les Pays-Bas souhaitent également se soustraire aux obligations de l'UE en matière d'accueil des réfugiés.

HAÏTI

Le conseil présidentiel de transition nomme un nouveau Premier ministre

Le conseil présidentiel de transition d'Haïti a nommé lundi l'homme d'affaires et ancien candidat au Sénat Alix Didier Fils-Aimé au poste de Premier ministre, après avoir limogé Garry Conille. Garry Conille, nommé Premier ministre en mai dernier, avait auparavant travaillé en tant que fonctionnaire des Nations unies. Son gouvernement avait pour mission d'ouvrir la voie à l'élection présidentielle de l'année prochaine et de rétablir la stabilité.

Il a toutefois été démis de ses fonctions à la suite d'une lutte de pouvoir politique avec le conseil pour le contrôle du gou-

vernement. Garry Conille a qualifié la décision de son limogeage de «mesure inconstitutionnelle.»

Le conseil présidentiel de transition, composé de neuf membres et formé en avril, a pris les rênes du pays après la démission du Premier ministre précédent, Ariel Henry, dans le cadre d'une crise sécuritaire qui dure depuis des années. Ariel Henry a été contraint de quitter son poste par des gangs qui ont pris le contrôle de la majeure partie de la capitale, Port-au-Prince, forçant des centaines de milliers d'habitants à quitter leurs maisons. Le dernier président

d'Haïti, Jovenel Moïse, a été assassiné en juillet 2021 et aucune élection n'a été organisée depuis.

L'aéroport international d'Haïti a été fermé, lundi, après que des gangs ont ouvert le feu sur un vol de Spirit Airlines atterrissant à Port-au-Prince, a déclaré la compagnie aérienne. Suite à l'incident, l'avion a été détourné vers la République dominicaine. Selon les premières informations, une balle a effleuré l'un des membres de l'équipage.

Dans une vidéo publiée dimanche sur les réseaux sociaux, Jimmy Cherizier, alias «Barbecue», le chef d'une coalition de

gangs armés connue sous le nom de Viv Ansanm, a déclaré que «la bataille va recommencer».

Malgré la présence d'une mission multinationale de soutien à la sécurité dirigée par le Kenya et soutenue par les Nations unies, le pays continue d'enregistrer une hausse du nombre de meurtres, d'enlèvements, de famine et de territoires contrôlés par les gangs.

L'ONU a fait état de près de 4 900 morts en Haïti entre janvier et septembre de cette année et de quelque 700 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire haïtien.

CONFÉDÉRATION AFRICAINE
DE VOLLEY-BALL

Cinq algériens dans les différentes commissions

Cinq algériens, dont l'ancien président de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), Mustapha Lemouchi, ont été élus dans les différentes commissions de la Confédération africaine de la discipline (CAVB), a indiqué lundi la FAVB. "Mustapha Lemouchi a été élu président de la Zone 1 de la CAVB, tout comme son compatriote Mohamed Lazregue élu à la tête de la commission d'arbitrage", précise la FAVB. Trois autres algériens ont réussi à obtenir des statuts de membres dans les différentes commissions de l'instance africaine. Il s'agit de l'ancien président de la FAVB Okba Gougam dans la commission d'organisation, Mourad Khelifi dans la commission beach-volley et Ibrahim Saïbi dans la commission médicale.

ESCRIME

L'Algérie sollicitée pour accueillir d'autres étapes de la Coupe du monde

Le président du directoire chargé de la gestion de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Amar Benadouda a indiqué que la Fédération internationale de la discipline a sollicité l'Algérie pour accueillir d'autres étapes de la Coupe du monde dans différentes spécialités après avoir abrité la 1ère étape de la saison (Sabre), clôturée dimanche soir à Oran. "La Fédération internationale d'escrime nous a sollicités pour l'organisation de deux autres étapes de la Coupe du monde de cette saison. Cela témoigne de la grosse confiance qu'elle nous fait, maintenant que l'Algérie abrite annuellement une étape de ce rendez-vous planétaire", a déclaré Benadouda, en marge de la cérémonie de clôture. "Cette demande a été transmise aux autorités concernées pour avoir leur aval, mais de notre côté, en tant que fédération, on estime qu'il s'agit d'une aubaine pour nous afin de promouvoir davantage cette discipline à travers les différentes régions du pays", a-t-il ajouté. Depuis quelques années, l'Algérie abrite l'une des étapes de la Coupe du monde, comme ce fut le cas la saison passée à Alger, et cette fois-ci à Oran où il étaient près de 300 escrimeurs des deux sexes issus de 37 pays à avoir participé aux épreuves de Sabre, à l'occasion de la première compétition d'après la précédente édition des Jeux olympiques tenue à Paris. "Si on venait à organiser une autre étape, on songe à la domicilier dans une autre ville autre qu'Alger et Oran, afin de permettre aux jeunes algériens dans différentes régions de découvrir davantage cette discipline et les encourager à la pratiquer", a encore précisé le président du directoire de la FAE. Invité à donner son avis sur la participation algérienne lors de l'édition d'Oran, qui s'est tenue durant quatre jours à la salle omnisports du complexe sportif "Miloud Hadeï", le même interlocuteur a jugé "honorabile" le rendement global des escrimeurs algériens, aussi bien en individuels que par équipes. "On a tablé sur deux athlètes au tableau 128, mais seul Bounechada Zakaria a fait bonne figure, même s'il n'a pas pu passer le tour des poules. C'est un escrimeur de bon niveau sur lequel on mise cette saison pour atteindre la phase des tableaux lors des prochaines étapes de Coupe du monde", a-t-il souligné.

EN PRÉVISION DE LEUR RENCONTRE CONTRE LA GUINÉE ÉQUATORIALE

Les Verts à pied d'œuvre à Malabo

La sélection nationale de football qui s'est déplacée hier à Malabo, où elle devra affronter la sélection de la Guinée équatoriale pour le compte de l'avant dernière journée des éliminatoires de la CAN 2025 du Maroc, reste concentrée sur son sujet.

Marouane A

Après une seule séance d'entraînement au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, la délégation algérienne s'est rendue ensuite à la capitale guinéo-équatoriale deux jours avant le match pour s'acclimater avec les conditions climatiques et autres organisationnelles de cette rencontre. Le coach des Verts, Vladimir Petkovic, se focalisera, encore une fois, sur l'aspect tactique-technique pour préparer cette rencontre et devrait aussi programmer une séance-vidéo avec les joueurs pour avoir une idée assez précise sur l'adversaire, même si ils connaissent bien, étant donné qu'ils ont déjà joué le match aller, qui s'était soldé sur un match nul.

Les Verts qui caracolent en tête du groupe E avec 12 points dans son escarcelle tenteront de réussir un autre exploit en améliorant son classement-FIFA, ce qui lui permettra d'être versé dans le chapeau A en prévision du tirage au sort de la Coupe d'Afrique. La sélection algérienne sait que sa mission sera quelque peu difficile, surtout que la Guinée équatoriale cherchera à remporter les trois points pour accompagner l'Algérie à la CAN et donc mettre fin au suspens et éloigner plus son concurrent direct, le Togo. Pour ce match, le coach des Verts, Petkovic, a fait appel à 25 joueurs, dont un seul novice, le jeune Amine Chiakha qui évolue au Danemark à Copenhague.



MAZA S'AJOUTE AUX ABSENTS

Après Boudaoui, Auou et Beloumi, tous blessés, voila un autre joueur qui s'ajoute à la liste des éléments absents pour cette double confrontation face à la Guinée équatoriale et le Libéria. Il s'agit du jeune joueur du Hertha Berlin, Brahim Maza qui avait fait bonne impression lors des quelques minutes qu'il avait joué au stade du 19 mai de Annaba avec les Verts face au Togo. Ce dernier s'affirme de plus en plus en Bundesliga 2 avec son club malgré son jeune âge (18 ans) et reste parmi les grands espoirs de la sélection nationale pour l'avenir. Sa blessure n'est, certes pas grave, mais le coach de

l'EN a préféré le laisser au repos pour ne pas le perdre pour les prochains rendez-vous. Sur un tout autre volet, le latéral droit du Werder Brême, Mitchell Weiser, est déçu de ne pas figurer dans la liste des Verts pour cette double confrontation en éliminatoires de la CAN face à la Guinée équatoriale et le Libéria. «Je pensais que c'était le bon moment pour venir en Équipe d'Algérie. Mais aucun problème. J'essaie de continuer à jouer pour pouvoir, je l'espère, être convoqué en mars.», a-t-il assuré, promettant donc de se donner à fond pour tenter de convaincre Petkovic pour lui faire confiance pour les prochains matchs de la sélection. La

presse algérienne et allemande avait anticipé la présence de Weiser dans la liste de Vladimir Petkovic pour les prochaines échéances de qualification à la CAN 2025 face à la Guinée équatoriale et au Libéria. Cependant, lors de la conférence de presse de jeudi, l'absence de Weiser a été remarquée. Petkovic, questionné à ce sujet, a expliqué son choix en des termes qui laissent la porte ouverte pour l'avenir : « C'est un joueur connu, que j'ai eu l'occasion de suivre en Allemagne. Il a beaucoup d'expérience, de qualités, mais j'ai préféré faire un autre choix. Il est dans la liste élargie, la porte ne lui est pas fermée.», avait-il relevé.

M.A.

QUALIF'S-CAN-2025 (U17) ZONE UNAF (1RE JOURNÉE)

L'EN débute par une défaite face à la Tunisie

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17), s'est inclinée face à son homologue tunisienne 0-1 (mi-temps : 0-1), lundi à Casablanca, pour le compte de la 1re journée du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF), qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025.

L'unique but de la partie a été marqué peu avant la pause par Anis Saïdi (45e). En seconde période, les joueurs

du sélectionneur national Aziz Lahoussine ont manqué d'efficacité, face à une équipe tunisienne qui a préservé son précieux acquis jusqu'au sifflet final de l'arbitre.

Les "Aigles de Carthage" ont terminé la partie en infériorité numérique après l'expulsion du latéral droit de Nîmes Olympique (France) Kabil Kraï (79e). L'autre match de cette journée inaugurale opposera en soirée le Maroc à l'Égypte

(20h00), alors que la Libye est exempte. Les "Verts" devront impérativement réagir jeudi face à l'Égypte (17h00), pour espérer se relancer dans la course à la qualification, avant de croiser le fer avec la Libye le dimanche 17 novembre, puis le Maroc, le 23 du même mois. Cette compétition se déroulera sous la forme d'un mini-championnat, le premier et le deuxième représenteront la zone UNAF à la phase finale de la CAN-2025.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE /CS SFAXIEN-CSC

L'Égyptien Elbana comme arbitre

La Confédération africaine de football (CAF), a désigné un quatuor arbitral égyptien, conduit par Mahmoud Elbana, pour diriger le match CS Sfaxien-CS Constantine, prévu le mercredi 27 novembre au stade Hamadi-Agrebi de Radès à Tunis (17h00), comptant pour la 1ère journée (Gr.A) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération, a indiqué le club de la Ligue 1 Mobilis, lundi dans un communiqué. Mahmoud

Elbana sera assisté de ses compatriotes, Sami Mohamed Abouzid Halhal (1er assistant) et Youcef Wahid Youcef Elbosaty (2e assistant), alors que le quatrième arbitre est Mahmoud Nagi Ahmed Nagi Moussa. L'autre match du groupe A opposera le mercredi 27 novembre les Tanzaniens de Simba SC aux Angolais de Bravos do Maquis (14h00, algérienne). Le CSC, auteur de quatre victoires en autant de matchs lors des deux tours

préliminaires, s'est qualifié pour la phase de poules aux dépens des Ghanéens de Nsoatreman (aller : 2-0, retour : 1-0). L'autre représentant algérien dans cette compétition, l'USM Alger, évoluera quant à lui dans le groupe B avec l'ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire), Jaraaf (Sénégal), et Orapa United (Botswana). Les "Rouge et Noir" débiteront la phase de poules à domicile face à Orapa United, le 27 novembre à 20h00.

EQUIPE DE FRANCE

La colère de Dugarry sur le silence de Deschamps concernant Zidane

Didier Deschamps a-t-il un problème avec Zinédine Zidane? Si, contrairement à Noël Le Graët, l'actuel sélectionneur des Bleus a toujours pris soin de ne pas égratigner l'ancien Ballon d'or, régulièrement présenté comme un autre candidat au banc de l'équipe de France, c'est son silence que lui reproche cette fois Christophe Dugarry.

Dimanche, dans un entretien accordé à Téléfoot sur TF1, "DD" a refusé de donner le nom du meilleur joueur avec lequel il a évolué en carrière, là où beaucoup avaient Zidane à l'esprit. "Bien évidemment qu'il ne le mettra jamais (dans sa liste)", a lancé "Duga" lundi dans Rothen s'enflamme, sur RMC. "Il ne dira pas 'Zizou' parce qu'il ne le mettra pas en valeur. Jamais il n'essaiera." "Le meilleur qu'il a connu, bien évidemment que c'est Zidane. Qui c'est qui lui a fait gagner la Coupe du monde? C'est Zidane! Qui c'est qui lui a fait gagner plein de trucs? C'est Zidane", a encore martelé le champion du monde 1998. "Mais il ne le dira jamais! Il ne le dira jamais!" L'ex-attaquant de l'équipe de France a son explication sur le comportement de Didier Deschamps et sur sa relation avec Zinédine Zidane. Pour le consultant, impossible de voir le technicien dire du bien de l'ancien numéro 10 des Bleus tant qu'il verra en lui un possible concurrent. Et tant qu'il entraînera, ce sera le cas. "Ça fait douze ans qu'il est là et jamais il ne fera une passe décisive. Il n'a jamais

fait de passe décisive dans sa vie donc même là il n'en fera pas. Il ne sait pas faire ça", a ensuite taclé "Duga" sur RMC. "C'est la vérité, il ne dira jamais du bien d'un éventuel concurrent." Et Christophe Dugarry de conclure sur la personnalité de Didier Deschamps: "Non, c'est toujours calculé et réfléchi: 'Oui mais je ne dis pas, oui mais je viens au bon moment pour faire croire que tout va bien'. Tout est calculé, tout est comme ça. Ce n'est jamais autrement, jamais."

ROTHEN SALUE "L'AUTODÉRISION" DE KOUNDÉ

Jérôme Rothen s'était montré particulièrement agacé après l'arrivée des joueurs de l'équipe de France à Clairefontaine pour le rassemblement du mois d'octobre, dénonçant le "défilé de mode" des joueurs, et un "cirque monumental".

Si Jules Koundé s'était alors fendu d'un tweet pour répondre au consultant, c'est vêtu d'une veste de survêtement vintage des Bleus que le latéral droit a débarqué en sélection pour les



matchs contre Israël et l'Italie. "Déjà son tweet de réponse n'était pas du tout agressif et au contraire plutôt bienveillant", a lancé l'ancien milieu des Bleus et du PSG dans l'émission Rothen s'enflamme sur RMC. "À l'arrivée c'est sympa d'avoir des échanges à distance comme ça. Ça montre aussi son autodérision." "De plus en plus, je l'aime bien", a même poursuivi Jérôme Rothen. "Il est

dans le second degré aussi, il accepte les critiques, moi aussi je lui en ai mis beaucoup, et même pour parler du terrain, il est surprenant. Il a fait trois passes décisives en Ligue des champions..."

Satisfait de ce choix vestimentaire de Jules Koundé comme du reste des joueurs arrivés dans la journée au château des Bleus, Jérôme Rothen n'a pas, pour

autant, changé d'avis sur le fond du problème. "Non, non, je ne fais pas mon mea culpa. Pour moi c'est un défilé et ça ne devrait pas en être un. Tu arrives avec l'équipe de France au pied du château, pourquoi c'est filmé comme ça? On a des tenues, des marques qui n'ont rien à voir avec les sponsors de l'équipe de France et de la FFF", a finalement glissé Jérôme Rothen.

BALLON D'OR

Rodri se défend d'avoir manqué de respect à Vinicius

Rodri calme le jeu. Le milieu de terrain de Manchester City, élu Ballon d'or 2024, assure ne pas avoir manqué de respect à Vinicius lors des célébrations de son sacre. Une vidéo diffusée par Manchester City avait laissé croire que l'international espa-

gnol se moquait de l'ailier brésilien, longtemps pressenti pour décrocher la récompense individuelle. Plusieurs supporters du Real Madrid, le club de Vinicius, l'ont accusé d'avoir entonné "Vinicius ciao, ciao, ciao" sur l'air de "Bella ciao"

dans un extrait finalement supprimé par le club anglais. Invité de l'émission Partizado de Cope, Rodri dément es accusations.

"Les gens doivent comprendre qu'il s'agit d'un esprit sportif sain, c'était une fête privée", a-

tit-il déclaré. "Si on mettait une caméra dans chacune de nos maisons... Je n'ai manqué de respect à personne, c'est comme une rivalité de plus. Je respecte Vinicius."

Le champion d'Europe 2024 avec l'Espagne explique également ne pas avoir mal pris l'absence du Real Madrid en guise de protestation contre la non-attribution du Ballon d'or à Vinicius. "Non pas du tout", assure-t-il. "Une fois que je l'ai gagné, c'est le moment pour moi d'en profiter avec ma famille. Je ne pense pas aux gens qui ne sont pas venus et qui n'ont pas voulu profiter du gala. C'est mieux que tout le monde soit là, c'est plein d'enfants et ça aurait été génial, mais pas pour la part qui me touche."

Il explique également sa surprise au moment d'entendre le public scander le nom de Vinicius à l'annonce de sa victoire. "Je suis incrédule parce que j'attendais et la moitié de la salle criait 'Vinicius, Vinicius'... J'ai ressenti beaucoup de respect du public, ils m'ont applaudi."

Dans cette longue interview, il explique enfin ne pas avoir vraiment été mis dans la confiance de son sacre à venir. "Des rumeurs sont venues à moi et à mon entourage, mais sans certitude. Nous ne croyions rien et nous avons dit que nous y allions. J'espérais que, quand j'étais avec des béquilles, quelqu'un me dirait quelque chose parce que ça me faisait flipper. Ce fut une journée curieuse, de haut en bas."

IL DÉBARQUE OFFICIELLEMENT À RENNES

Jorge Sampaoli retrouve la Ligue 1

Julien Stéphan parti, Rennes tient son nouvel entraîneur. Sans surprise, le club breton a officialisé lundi après-midi, l'arrivée de Jorge Sampaoli. Après avoir assisté à la défaite de ses futurs joueurs contre Toulouse (0-2) dimanche au Roazhon Park, le technicien a officiellement pris les rênes de l'équipe bretonne. L'Argentin s'est engagé pour un peu plus de deux ans jusqu'en juin 2026 avec le Stade Rennais. "Nous sommes tous très heureux que Jorge nous rejoigne car c'est un entraîneur reconnu sur la scène internationale pour son professionnalisme et son humanisme", s'est réjoui le président exécutif/directeur général rennais, Arnaud Pouille, via un communiqué diffusé sur le site du club breton. "Il porte un attachement fort à ses joueurs, à ses collaborateurs, c'est un homme loyal et engagé. Nous avons besoin de son énergie mobilisatrice pour que le club reparte de l'avant et affronte la

compétition avec détermination." Malgré de belles ambitions et un mercato estival très actif, Rennes connaît un début de campagne 2024-2025 compliqué en Ligue 1. Seulement 13e du classement après onze journées, le club breton n'a remporté que trois matchs de championnat. Charge à Jorge Sampaoli de relancer l'effectif. Pour favoriser son adaptation et sa prise en main de l'équipe, l'Argentin sera accompagné de trois de ses adjoints pour lancer l'aventure en Bretagne.

Un peu plus de deux ans après son départ de Marseille pendant l'été 2022, Jorge Sampaoli va donc retrouver un championnat où il avait marqué les esprits avec une belle deuxième place de Ligue 1 derrière le PSG. "Durant nos échanges, nous avons immédiatement apprécié son amour du jeu et sa volonté de défendre un projet collectif", a encore salué Arnaud Pouille en officialisant l'arrivée de Jorge Sampaoli. "La

vision de Jorge et de son staff quant à la structuration d'un groupe est claire et l'ensemble de la direction sportive partage la même analyse sur ce que nous devons mettre en place: goût du travail, exigence dans l'effort, loyauté, respect des hommes et de l'institution."

IL SUIVRA LE CHEMIN DE SON FRANGIN

Dortmund pisterait le petit frère de Bellingham

La famille Bellingham sur le point de renouer le fil de son histoire avec le Borussia Dortmund? Un peu plus d'un an après le départ de Jude pour le Real Madrid, le petit frère, Jobe, serait suivi de très près par le club allemand.

Selon The Sun, le Borussia Dortmund devait même envoyer des recruteurs pour observer le milieu offensif de 19 ans à Sunderland, où il évolue depuis juillet 2023. Mais sa suspension pour trois matchs, consécutive à un carton rouge reçu le 2 novembre en championnat contre QPR, a contraint le club de la Ruhr à changer ses plans. Né en 2005, deux ans après Jude, Jobe Bellin-

gham a été formé à Birmingham, comme son grand-frère, avant de rejoindre Sunderland il y a un peu plus d'un an. Passé par toutes les équipes jeunes en sélection anglaise, il a joué son premier match professionnel à 16 ans et demi, en janvier 2022 contre Preston (Championship, D2 anglaise). Depuis cet été, il est entraîné par un certain Régis Le Bris, qui a déjà séduit l'Angleterre grâce à sa méthodologie et son style de jeu. Après 15 journées, Sunderland est co-leader de Championship, avec un Jobe Bellingham titulaire indiscutable. De quoi donner des idées à certains clubs.

Mots Croisés


	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3				■				
4	■							
5						■		
6			■					
7		■					■	
8								
9								■
10					■			
11		■						
12			■					

- HORIZONTALEMENT**
1. Monastère bouddhiste.
 2. Qui met du baume au cœur.
 3. Coupelle de chimiste. Cœur de la ville.
 4. Mois de jeûne pour les musulmans.
 5. Ville de sorcières. Disque laser.
 6. Deux à Pompéi. Narra un récit fabuleux.
 7. Elle s'étale au rouleau.
 8. Telle une sommité.
 9. Amphithéâtre achevé par Titus.
 10. Elles changent tous les jours dans les quotidiens. Avec la TVA.
 11. Cuite à feu vif.
 12. Berné. Quantité de bois débité en forêt.

- VERTICALEMENT**
- A. Frappe le tapis. Emploi très recherché.
 - B. Ouvris le ventre au bistouri. Mot d'auteur.
 - C. Du pays de nos origines. Elles donnent de l'énergie.
 - D. Zone industrielle. Mis du matériel pour faire le travail.
 - E. Subtilement dérobés. Vieille note.
 - F. Action rapide. La nana du mec.
 - G. Qui n'a subi aucun dommage. Boire au biberon.
 - H. On y trouve la corde pour sécher. Ancienne Union européenne.

LES MOTS FLÉCHÉS

PAS ÉPHÉ- MÈRES	COMME DU SKI	APPEL BREF	IL VEILLAIT SUR LE PETIT ÉCRAN	PLIS DE LA PEAU	ÉTAT DU PROCHE- ORIENT
MAU- VAISES	MORTEL	LE TEMPS DU GÉOLOGUE	ILS S'AL- LONGENT EN JUIN	ELLE RÉSULTE D'UN CHOC	EN FORME DE DROITE
CHA- PITRER			ÉTENDUE D'EAU		
ÉTAT DE CELUI QUI EST REPU				BOISSON SANS EXCITANT	
OVATION		VILLE D'ITALIE			
COURS ALSACIEN					COMPA- GNON D'ELLE
					NOUVELLE LUNE
SUB- STANCE HALLUCI- NOGÈNE	REPAS SIMULÉS PAR LES ENFANTS				ELLE N'EST PLUS CA- PITALE EN FRANCE
					ADRESSE D'ORDI- NATEUR
PAS STRESSÉ DU TOUT	CUVETTES POUR LA PLONGE				ANCIEN
		APPAREIL DE LEVAGE	BLÉ	USINAS LA PIÈCE	MOT QUI EXCLUT
			DÉVOUÉS	NARINE DE CÉTACÉ	FIN D'UN INFINITIF
HOMME DE CARACAS					
LOT À MONTER		À L'ENVERS			
		ANIMAL POUR JOUER			
CONS- TELLÉES					
MODÈRE LES ARDEURS				MARQUE D'UNE JEUNE VOLONTÉ	
PAS TOUT À FAIT AU SUD			ILS NE DISENT QUE DES IDIOTIES		




SUDOKU

		2	5	7	9			8
9	3				2			5
7			3			2		1
3	8			1			4	
1	2	9				5	8	
4	5			2			1	
8			2			9		4
5	6				1			7
		4	6	8	7			3

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

APNEISTE AURIFÈRE BASTAING BOLIDE CHUTE DINER EFFET ESTRAN FACE
 FAUVE FUMÉE GELIVURE GOUFFRE LOQUACE MALAGA MANDIBULE MIRE PLAID
 QUESTION ROUE TALWEG TENIA TERME TRUFFIÈRE VAIR VIVARIUM

P	V	A	I	R	G	T	E	R	M	E	E
G	L	G	P	E	E	A	O	U	L	R	N
N	E	A	W	N	E	U	I	U	E	O	T
I	C	L	I	I	E	R	B	I	I	E	N
A	A	A	I	D	A	I	F	T	F	A	F
T	U	M	I	V	D	F	S	F	R	A	A
S	Q	L	I	N	U	E	E	T	U	H	C
A	O	V	A	R	U	R	S	V	E	O	E
B	L	M	T	Q	E	E	E	M	U	F	G

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER (SILA 2024)

Grande affluence du public au stand sahraoui

Le stand de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) à la 27e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA) au Palais des expositions des Pins maritimes, à Alger, connaît une grande affluence du public venu découvrir un large éventail d'ouvrages d'auteurs sahraouis.

Les publications et ouvrages exposés ont attiré un public varié dont des visiteurs algériens, arabes et étrangers, venus découvrir les titres présents reflétant les différentes étapes de la lutte sahraoui contre l'occupation marocaine. «Depuis l'ouverture du Salon, le stand accueille de nombreux visiteurs. Plusieurs ouvrages exposés ont suscité l'intérêt des lecteurs algériens venus découvrir les différentes publications d'écrivains sahraouis dans les domaines des études, de la pensée politique, de l'autobiographie, de la nouvelle, de la poésie, du roman, et autres», a déclaré à l'APS Soumeya Abdallah, responsable du stand. «Le stand reçoit également des chercheurs universitaires et des étudiants à la recherche de nouvelles références pour leurs travaux de recherche et leurs mémoires sur la question sahraoui», a-t-elle précisé.

«Ces ouvrages mettent en avant le combat et la résistance du peuple sahraoui face aux tentatives de l'occupant marocain visant à effacer son identité et ses spécificités culturelles», ajoute Mme



Abdallah. L'intérêt que porte les Algériens au stand sahraoui reflète le lien fort unissant les peuples algérien et sahraoui, a-t-elle dit, précisant que le Salon constitue une occasion pour faire découvrir, par le livre, aux exposants participant au Salon venus de différents pays, la question sahraoui et les souffrances qu'endurent les détenus sahraouis dans les geôles marocaines. La même intervenante, qui est également directrice de la préservation du patrimoine et de la documentation au ministère de la Culture sahraoui, a expliqué que la participation de la RASD au SILA-2024 se traduit par «une exposition au public des visiteurs du Salon d'une variété de livres comprenant 55 titres, parmi lesquels des

nouveaux titres ou des ouvrages réimprimés issus des publications du ministère de la Culture sahraoui, outre des ouvrages issus d'une publication commune entre le ministère de la Culture et des Arts algérien et son homologue sahraoui, ainsi que des maisons d'édition algériennes».

Elle a également mis en lumière les mémoires de la militante sahraoui et ancienne prisonnière des geôles de l'occupation marocaine, Mme Fatima El Ghali Moulay Ahmed Mili, décédée récemment, publiés sous le titre «16 ans dans l'enfer d'Agdez et de M'gouna» par l'Union des journalistes, écrivains et auteurs sahraouis, des mémoires «reflétant ses souffrances et les violations qu'elle a subies pendant sa

période d'emprisonnement». Parmi les titres également présentés au stand, se trouvent le recueil de poésie «Les gloires d'un peuple» du poète Houcine Ibrahim, le roman «Awtad Al Ard ... Alholm Al harib» de Mustapha Al Kettab, ainsi que «Un poème pour la vie... mémoires d'un prisonnier politique» de Saïd El Belal, en plus de «L'organisation avant-gardiste pour la libération du Sahara... de la fondation au crime de l'Espagne» de Hamdi Yahdih. La 27e édition du SILA se poursuivra jusqu'au 16 novembre au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex), avec la participation de 1007 maisons d'édition issues de 40 pays, dont 290 éditeurs algériens, présentant plus de 300 000 titres.

DES ÉDITEURS LE SOUHAITENT

Nécessité de soutenir l'industrie du livre dans les pays africains et arabes

Des professionnels de l'édition et du livre, réunis en marge du 27e Salon international du livre d'Alger (Sila), ont appelé lundi à soutenir l'industrie du livre et encourager la traduction dans les pays africains et arabes. S'exprimant lors d'une rencontre professionnelle sur les enjeux du livre arabe et africain, des éditeurs ont souligné la nécessité d'engager des réflexions afin d'asseoir une "véritable" industrie du livre dans les pays africains et arabes, pour "faire face" aux enjeux majeurs de l'édition, à l'ère du numérique. Le président de l'Union des éditeurs arabes, Mohamed Rashad, a jugé "faible" l'édition dans les pays arabes, avec seulement "75.000" à "85.000" nouveaux titres édités chaque année, selon une récente étude de l'organisation. Ce chiffre reflète, selon lui, une

"faible" dynamique éditoriale dans de nombreux pays arabes, avec un "net recul" dans l'édition du livre pour enfants, la nouvelle, le livre académique et scientifique. Selon Mohamed Rashad, également éditeur, le volume global de l'industrie de l'édition dans les pays arabes ne dépasse pas "4 milliards" de dollars. Pour sa part, le président de l'Organisation nationale des éditeurs de livres (Onel), Mohamad El Djahmani, a soutenu que "l'industrie du livre fait face à de nombreux défis, notamment linguistiques, dans les pays d'Afrique". Relevant un "déclin" de la place de langue arabe dans certains pays africains, cet éditeur a appelé à "renforcer" l'enseignement de cette langue et encourager la traduction de l'arabe vers les langues africaines. L'essayiste Samia Bouharati a,

de son côté, appelé à encourager la traduction des ouvrages édités en Afrique et dans les pays arabes afin de "donner une large visibilité" à la production éditoriale, tous domaines confondus. Appelant à soutenir le livre et l'édition, cette ancienne employée de l'Enag (Entreprise nationale des arts graphiques) a estimé que le livre représente un "vecteur d'ouverture sur les cultures et savoirs". Le 27e Sila se poursuit jusqu'au 16 novembre, au Palais des expositions des Pins Maritimes, avec au programme des activités marquant la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, en plus des rencontres-débats sur de nombreux sujets liés à la littérature, au patrimoine, à l'histoire et au cinéma.

L'ALGÉRIE AU CŒUR DU RÉVEIL ARTISTIQUE AFRICAIN

Les artistes Adel Abdessamed et Dalila Bouzar à Dak'Art 2024

Les activités de la 15e édition de la biennale d'art contemporain africain Dak'Art 2024, qui a ouvert ses portes jeudi dernier dans la capitale sénégalaise, Dakar, sous le slogan «Réveil» (The Wake) et qui se poursuivra jusqu'au 7 décembre, réunit 58 artistes venus d'Afrique et de la diaspora. Parmi les artistes participants figurent, entre autres, les Algériens Adel Abdessamed et Dalila Dalléas Bouzar, l'Égyptien Sarah Tantawy, le Mauritanien Omar Ba et les Tunisiens Slimen Elkamel, Younes Ben Slimane et Faten Rouissi de Tunisie. Cette manifestation artistique, la plus importante du Continent africain, initialement prévue en mai dernier, avait été reportée pour des raisons financières. L'édition actuelle met en lumière les enjeux auxquels sont confrontés les artistes africains tels que la justice sociale, l'environnement et l'identité culturelle. Le slogan de la biennale s'inspire du titre du livre de l'académicienne et chercheuse afro-américaine Christina Sharpe «In the Wake : On Blackness and Being» (2016), qui aborde la résistance des Noirs pendant leur exil à la violence et à la marginalisation qu'ils continuent de subir après des siècles d'esclavage à travers la littérature et les arts visuels. Le programme comprend plus de 400 expositions d'installations, de photographies, de sculptures, d'œuvres multimédia, d'art sonore, de performances ainsi que des ateliers, des tables rondes et plusieurs performances musicales. Les organisateurs rendent hommage à l'artiste sénégalais Mohamedou Ndoye Douts (1973-2023), diplômé de l'École nationale des Beaux-Arts de Dakar en 1999, connu pour son art de la rue et ses films d'animation. Ses œuvres ont été exposées aux États-Unis, en Italie, en Espagne, en France... Le Cap-Vert et les États-Unis sont les invités d'honneur de cette édition, avec la participation de groupes d'artistes et de chercheurs des deux pays, aux côtés de leurs homologues venus de 33 autres pays.

16



- Alger 33°
- Ouargla 39°
- Oran 29°
- Constantine 30°

FADJR 04:47	DOHR 12:31	ASR 15:25	MAGHREB 17:50	ISHA 19:15
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

L'USMH À 4 POINTS DU MB ROUISSAT

L'USM El Harrach s'est imposée (3-0), hier devant l'Olympique Magrane, en match comptant pour la mise à jour de la huitième journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football (groupe Centre-Est). Les trois buts de l'USM El Harrach ont été inscrits par Islam Belhadj (41e) et Rayan Ferhat (44e, 70e). A la faveur de cette victoire acquise à huis clos au stade du 1er novembre de Mohammadia

(Alger), l'USMH (18 pts) s'empara de la deuxième place du classement avec une rencontre en retard à jouer le mercredi 20 novembre contre l'AS Khroub sur le terrain de ce dernier. Les Har-rachis reviennent à quatre points du leader, le MB Rouissat. De son côté, l'O. Magrane reste coincée à la 10e place avec 10 points au compteur. La 10e journée de la Ligue 2 amateur est prévue vendredi et samedi prochains.



COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE PATRIMOINE À CONSTANTINE

PLAIDOYER POUR DES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET TECHNOLOGIQUES

« La revitalisation du patrimoine urbain en Algérie, une nécessité », selon les différents participants au colloque international, tenu à Constantine sous le thème « patrimoine urbain méditerranéen, attraits touristiques et valorisation ». Ils ont été unanimes à appeler à l'intégration des normes environnementales et des technologies modernes. Les participants à ce colloque ont plaidé en faveur de l'« intégration des normes environnementales et les technologies modernes pour revitaliser le patrimoine urbain en Algérie ». Au cours de cet événement de deux jours, organisé par la Faculté des sciences de la terre, géographie et aménagement du territoire, en partenariat avec le Centre de recherche en aménagement du territoire (CRAT) et le Laboratoire des sciences du territoire et ressources naturelles et environnement (LASTERNE), les intervenants ont mis en exergue « l'importance de traiter le patrimoine urbain, culturel et historique, en tant qu'identité sociale », soulignant, à l'occasion, que ce traitement devait le protéger des facteurs et aléas naturels. Ce qui, précisent-ils, requiert « l'élaboration de stratégies et de mécanismes de préservation des sites historiques et touristiques, via l'adoption de systèmes d'information géographique, la numérisation des sites urbains avec des graphiques en 3D et le développement de programmes électroniques pour la visite virtuelle des sites touristiques ».

S. A.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 13 NOVEMBRE 2024 // N°946 // PRIX 20 DA

Le recteur de Djamaâ El-Djazair rencontre le grand mufti du Sultanat d'Oman

Le recteur de Djamaâ El-Djazair, Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, a rencontré le grand mufti du Sultanat d'Oman, Cheikh Ahmed Bin Hamad al-Khalili et ce, dans le cadre de sa visite au Sultanat, a indiqué hier un communiqué du rectorat de Djamaâ El-Djazair.

La rencontre a porté sur "les développements et les grands défis auxquels fait face la nation, outre les moyens de répandre l'Islam modéré et de réformer les concepts au sein des musulmans tout en les conscientisant davantage", précise la même source. Cette rencontre, ajoute le communiqué, a été consacrée "en grande partie à la première cause des musulmans et aux crimes génocidaires, de famine et de déplacement perpétrés par l'entité sioniste contre nos frères à Ghaza et en Palestine, ainsi qu'à l'agression contre le sud du Liban". A cette occasion, le recteur de Djamaâ El-Djazair a salué "les efforts scientifiques du Mufti et ses positions de principe immuables sur les ques-



tions de la nation, en harmonie totale avec les positions de l'Algérie", selon la même source. Dans le cadre de cette visite, le recteur de Djamaâ El-Djazair a rencontré l'assistant du mufti général, Dr Kahlan Bin Nabhan Al Kharusi, avec qui il a discuté de différents sujets, notamment "la fatwa". Il a aussi visité la Grande Mosquée du Sultan Qaboos, où il a pu découvrir son design architectural omanais islamique, ainsi que l'Institut des sciences isla-

miques et le Centre d'informations islamiques, outre le Centre supérieur Sultan Qaboos pour la culture et les sciences (SQHCCS), où il a reçu une présentation de sa mission, ses objectifs et ses programmes dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, ainsi que de la diffusion de la culture du dialogue et de la coexistence entre les peuples. En outre, le recteur de Djamaâ El-Djazair a visité le Centre de la mémoire d'Oman chargé des manuscrits, où il a découvert les salles consacrées à la restauration des livres et des documents historiques, se disant, par là même, satisfait des "efforts consentis par le Centre, ainsi que des moyens et techniques utilisés dans les opérations de restauration", selon la même source. Lors de chaque étape de sa visite, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini a donné "un aperçu de Djamaâ El-Djazair et du message civilisationnel intégré dont s'aquite ses différents établissements et organes", conclut le communiqué.

PUBLICITÉ



إغتتم تخفيضات

-30%

خلال المعرض الدولي للكتاب
قصر المعارض - الصنوبر البحري - جناح C




PROGRAMME DES VENTES-DÉDICACES SILA 2024

- JEUDI 07 NOVEMBRE**
Yasmina Sellam
Le Couscous
Racines et couleurs d'Algérie
Patrimoine
- VENDREDI 08 NOVEMBRE**
Karima Ait Dahmane
Les crimes de guerre de la France en Algérie (1830-1847)
Histoire
- SAMEDI 09 NOVEMBRE**
Yasmina Sellam
Le Couscous
Racines et couleurs d'Algérie
Patrimoine
- DIMANCHE 10 NOVEMBRE**
Amar Belkhdja
l'Emir Abdelkader
Adversaires et admirateurs
Histoire
- LUNDI 11 NOVEMBRE**
Babaa Douibi
Journal d'une jeune schizophrène
Récit
- MARDI 12 NOVEMBRE**
Alirna Abdat
Telle une chair tatouée
Poésie
- VENDREDI 15 NOVEMBRE**
Brahim Sadok
Sur le chemin des sables en feu
Roman

À PARTIR DE 14H AU STAND ANEP PAVILLON CENTRAL